

Politique d'asile :

COMME AU "BON VIEUX TEMPS" DE L'ANTISÉMITISME ?

Dans le monde entier, la Suisse des capitaux, avec d'autres requins impérialistes, opprime et exploite les pauvres. Les millions des banques et des patrons doivent pouvoir s'investir en toute sécurité. Le capitalisme suisse est donc chargé de toute sa part de misère et d'oppression. Les conséquences de cette politique ? Entre autres, la croissance massive des réfugiés dans le monde. Près de 20 millions de personnes se trouvent actuellement sur le chemin de la fuite et de l'exil.

Et cela amène notre ministre de l'Ordre, Friedrich-la-guerre-froide, à proposer de restreindre le droit d'asile ! Ce faisant, il renoue avec la pire des traditions de la Suisse officielle lors des persécutions nazies.

Devant l'afflux de réfugiés juifs provenant de l'Allemagne hitlérienne — et à l'instigation du chef de la police des étrangers, Rotmund, et de son supérieur, le conseiller fédéral von Steiger, radical, comme Friedrich — la Suisse s'adressa au gouvernement allemand. En lui demandant de tamponner les passeports des Juifs d'un "J", de telle manière que les douaniers suisses puissent les empêcher de franchir la frontière. Bien évidemment, le gouvernement nazi s'exécuta et par centaines, par milliers, les Juifs furent refoulés et livrés à une mort certaine. La justification officielle de ces antisémites d'alors tenait en un slogan, passé à l'histoire comme une marque d'infamie : "La barque est pleine".

Selon Friedrich, les demandeurs d'asile ne devraient plus pouvoir travailler pendant la durée d'examen de leur requête. Le rejet de leur demande d'asile entraînerait l'expulsion immédiate du requérant. La deuxième instance de recours devrait disparaître. Les œuvres d'entraide ne s'engageront plus automatiquement. Les "demandes" prétendument "visiblement non fondées" pourraient être repoussées sans audition du requérant. Ce qu'impliquerait cette révision de la loi selon Friedrich, on le voit dans le traitement scandaleux des réfugiés turcs et kurdes en Suisse. Leurs demandes d'asile traînent durant des années, pour être ensuite majoritairement rejetées, sous prétexte qu'il n'y a pas de persécutions politiques en Turquie ou que le requérant ne peut faire la preuve qu'il en fut victime. Du coup, les voilà réexpédiés entre les pattes des bourreaux d'Ankara ! Friedrich et ses sbires ne lisent pas les journaux, ne savent rien des condamnations à mort en masse de Kurdes lors des procès de Diyarbakir. Ils n'ont pas davantage entendu parler de la véritable chasse aux Kurdes menée par l'armée turque en plein territoire irakien.

Une attitude qui devient toute différente lorsqu'il s'agit de l'extrême-droite. Accusé d'assassinat, un fasciste turc risquait d'être livré à la Turquie. Le Tribunal fédéral annula l'arrêté d'expulsion, bien que la Turquie ait garanti que l'accusé ne risquait pas d'être condamné à mort. Le Tribunal fédéral maintint sa position en déclarant que les garanties données par des tribunaux turcs n'avaient pas une valeur suffisante.

Pour nous il n'y a qu'un seul objectif : un maximum d'ouverture dans l'accueil des réfugiés. Dans ce sens, nous vous appelons tous et toutes à signer la pétition contre la révision de la loi d'asile (texte en page 8) qui vient d'être lancée.

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

ALLEMAGNE DE L'EST :

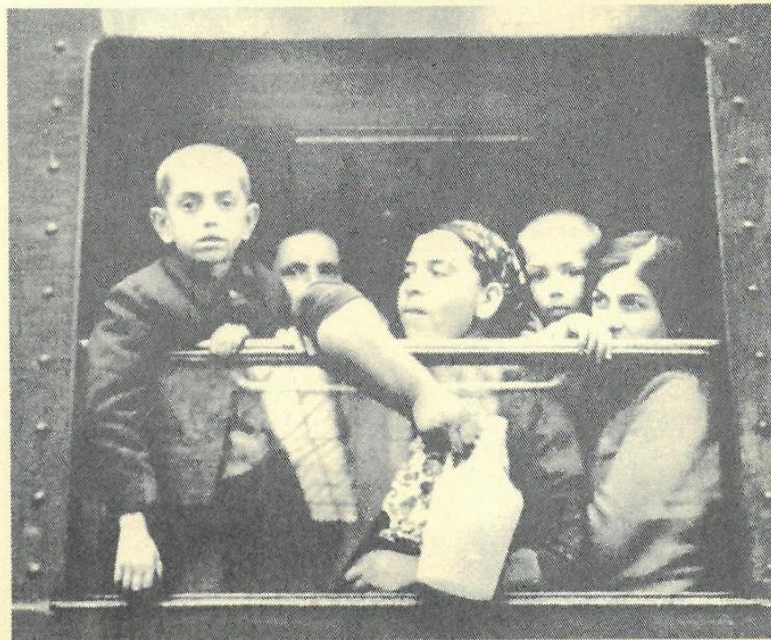
LES PACIFISTES



INDÉPENDANTS

DROIT D'ASILE :

Une révision scélérate



Genève :

- Plus de 130 licenciements,
- Introduction du chômage partiel,
- Fermeture des Etudes Pédagogiques :

LES ENSEIGNANTS DÉBRAYENT !

Il aura fallu plus d'un mois aux associations d'enseignants, poussées par une forte mobilisation dans les collèges pour se rendre à l'évidence : seule une forte riposte d'ensemble, qui apparaît au grand jour, peut faire bouger les autorités (cf. *La Brèche* no 299 du 4 juin 1983). Ainsi une assemblée générale de tous les enseignants du secondaire, le lundi 13 juin, votait à l'unanimité le soutien au débrayage organisé dans les cycles d'orientation vendredi 17 juin. Ce même jour une délégation aussi nombreuse que possible apportera une pétition unitaire au Département de l'Instruction publique (DIP). Par ces différentes actions enfin mises en place, nous devons obtenir :

- le réengagement de toutes les personnes licenciées;
- la suppression du chômage partiel;
- le respect des accords signés paritairement avec le DIP;
- la réouverture des Etudes Pédagogiques.

Grève de la "Tribune de Genève" :

REMERCIEMENTS

Aux organisations syndicales, partis et groupements qui ont soutenu financièrement la grève à la Tribune de Genève

Chers collègues, camarades et amis,

Par la présente, nous avons le plaisir de vous adresser nos plus vifs remerciements pour le soutien tangible de Fr. 1680.- que vous avez tenu à apporter à notre mouvement qui, comme vous le savez, n'a pas été inutile.

Cet argent a permis de pallier en partie la perte de salaire des grévistes, et a été réparti selon leurs vœux.

Il est particulièrement réconfortant de constater que des organisations et des collègues manifestent spontanément leur solidarité et ont compris que le combat des uns concerne l'ensemble du monde des travailleurs.

A ce titre, acceptez nos remerciements et recevez, chers collègues, camarades et amis, nos cordiales salutations.

La Commission ouvrière de la Tribune de Genève
Le comité SLP-Genève
Le comité USL-Genève



photo Sergio Medina

Près de 6 000 personnes dans les rues de Berne ce 4 juin pour protester contre l'intervention US en Amérique centrale et témoigner de leur solidarité active avec les révolutions centro-américaines : incontestablement un grand succès. Malgré l'absence déplorable du Parti socialiste suisse — pour ne pas parler des Verts — et la présence symbolique du Parti du travail et des POCH. Ceux-là n'ont visiblement pas compris encore la nécessité de répondre à l'appel à la solidarité active lancé par Ernesto Cardenal (dont nous publierons les déclarations dans le prochain numéro) sur la Place Fédérale. Espérons que l'écho du "No pasaran !" scandé en réponse par la foule les amènera à prendre toute leur place dans le mouvement de solidarité.

Cette manifestation aura aussi montré l'inanité des manœuvres de Friedrich pour affaiblir le mouvement anti-impérialiste. Elle fut, sous cet angle, la meilleure réponse aux affabulations de l'affaire Novosti.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Politique d'asile : Comme au "bon vieux temps" de l'antisémitisme ? 1

POLITIQUE

Face au lobby financier zougais : Nous ne nous taisons pas ! 3

Une multinationale en accusation : "Marc Rich" une entreprise sangsue" ... 3

Droit d'asile : Signez la pétition ! 8

Le Parti socialiste vaudois face à la crise 8

Nouvelle initiative de l'Action nationale 8

SOCIAL

Hélios, Bévillard : RJ = Rançonnement jurassien ? 4

Recyclage et formation professionnelle à Bienne : L'initiative est lancée 4

Schindler/Schlieren : Une forte mobilisation 4

Le Congrès national des chômeurs : Une belle réussite 5

Militante syndicale licenciée à la FAN : Le Tribunal arbitral au banc des accusés 5

Genève : Le MPF demande des places d'apprentissage 5

DOSSIER

Mouvements pacifistes à l'Est : L'exemple de la RDA 6-7

L'automne des missiles sera chaud ! 7

INTERNATIONAL

Sommet de Williamsburg : Les sept mercenaires de l'impérialisme 9

GUATEMALA, HONDURAS, COSTA RICA : La violence systématique d'un ordre décadent 9

AFRIQUE NOIRE : "Il y a si longtemps que l'Afrique est pillée, aliénée" Entretien avec Mongo Beti 10

A LIRE

"Médecine et socialisme", d'Alfredo Morabia 11

L'ÉVÉNEMENT

POLOGNE : "Partout Solidarność essaie de contrer le pouvoir" 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . .	Fr. 22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne

Editeur responsable : C. A. Udry

Imprimerie : CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

LA BRÈCHE, NUMÉRO 300

Le numéro que vous tenez entre vos mains est un numéro exceptionnel. Ça ne se voit pas ? Evidemment, car chaque numéro de *La Brèche* est, à sa manière, exceptionnel. Ainsi celui-ci contient une série d'articles qui sont autant de documents, par la qualité des informations qu'ils livrent. Que ce soit l'entretien avec Mongo Beti, le dossier sur le mouvement pacifiste indépendant en Allemagne de l'Est, la dénonciation des pratiques de la multinationale Marc Rich à Zoug ou encore les déclarations du camarade des JSR de retour de Pologne. Au fond c'est cela, notre vraie manière de fêter le 300^e numéro de *La Brèche* : continuer, numéro après numéro, à améliorer le contenu, l'intérêt et la présentation du journal. C'est moins spectaculaire que les anniversaires à grands flonflons de la presse bourgeoise, certes. Mais nous ne faisons pas dans le spectaculaire, nous faisons plus simplement un journal de politique ouvrière, au sens large et noble du terme.

Alors, avant de vous donner rendez-vous pour le 500^e numéro de *La Brèche*, permettez-nous une suggestion : réservez déjà votre temps de lecture pour le no 301. Car ce numéro d'été de 16 pages contiendra plein d'articles de première bourre. Entre autres une présentation critique du premier roman policier d'un auteur appelé à connaître une grande notoriété, un certain Rudolf Friedrich... En attendant, bonne lecture !

L'équipe rédactionnelle et technique de *La Brèche*

NICARAGUA APPEL A LA SOLIDARITÉ

Malgré les agressions dont est victime le Nicaragua (...) le processus de reconstruction du pays se poursuit activement. Des internationalistes suisses y participent, notamment sous forme de "brigades de travail volontaire". L'organisation de ces brigades se fait en collaboration avec le comité suisse "Nicaragua - El Salvador". Le sens et le but de ces brigades sont la participation solidaire au programme de reconstruction du pays.

L'année dernière déjà, une quarantaine de Suisses se sont rendus au Nicaragua pour une brigade de travail volontaire de quatre semaines. Cette année, environ 60 internationalistes manifesteront leur solidarité avec le peuple nicaraguayen par deux brigades organisées aux mois d'août et septembre 1983. Les brigadistes construiront une canalisation d'eau potable à El Cruceiro, dans une plantation de café située à environ 25 km au sud de Managua, où vivent une centaine de paysans. Le projet sera financé par des dons en argent. Chaque participant finance à ses frais son voyage et son entretien sur place.

Nous faisons appel à votre solidarité matérielle ! Soutenez, vous aussi, la reconstruction du Nicaragua par un don (CCP 80 - 60518, mention "brigade"). Adresse de contact : Secrétariat Amérique centrale, Baslerstrasse 106, 8048 Zurich, tél. : 01 / 493 18 40.

SUR NOTRE PASSÉ STALINIEN...

On se souvient des critiques — certaines grotesques — lancées par *L'Impartial* contre le PSO lors du dépôt de l'initiative demandant le référendum en matière de crédits militaires (cf. *La Brèche* no 299 du 4 juin 1983). Nous publions ci-dessous des extraits de la réponse de nos camarades de La Chaux-de-Fonds, qui a finalement été publiée par *L'Impartial*.

« (...) parmi d'autres attaques, on peut lire que le PSO a 'un passé stalinien'. Or, d'innombrables documents sont à disposition pour démontrer que le PSO s'intègre dans le mouvement trotskyste qui, dès ses origines en 1923, s'est affirmé comme opposition de gauche au stalinisme. Le PSO est la section suisse de la IV^e Internationale qui a été fondée dans les années trente sous le signe de deux phénomènes historiques : d'une part, l'instauration du stalinisme s'imposant violemment en URSS et trahissant les objectifs socialistes de la révolution de 1917, et d'autre part, la montée du fascisme hitlérien qui menaçait d'entraîner le monde dans une nouvelle guerre au nom de la 'croisade contre le bolchévisme'. Trotsky et ses partisans ont été violemment réprimés aussi bien par les bourgeoisies occidentales que par les staliens, pour avoir affirmé leur opposition socialiste à la bureaucratie et la nécessité de l'unité du mouvement ouvrier face au fascisme.

"Aujourd'hui encore, ces deux objectifs continuent à guider les membres de la IV^e Internationale à travers le monde : d'une part, la solidarité avec les travailleurs en lutte contre les bureaucraties au pouvoir dans les Pays de l'Est, et d'autre part, l'opposition à la course aux armements qui menace d'entraîner l'humanité dans une troisième guerre mondiale. Ainsi en Suisse, le PSO a été particulièrement actif dans la Coordination nationale des comités 'Solidarité avec Solidarność' (qui a fait venir en Suisse une délégation de syndicalistes polonais, organisé des manifestations, des collectes et des parrainages en faveur des prisonniers politiques). En même temps, le PSO participe aux activités contre la course aux armements pratiquée par le DMF, sous la pression des magnats de l'industrie d'armements, des propagandistes de l'OTAN et des politiciens bourgeois.

"Enfin, il est écrit que le PSO est un 'nain politique'. Nous sommes peut-être un petit parti, mais nous n'avons pas la mémoire courte. Peu d'organisations politiques en Suisse peuvent affirmer avoir contribué de manière décisive à l'aboutissement de trois initiatives fédérales en quelques mois : l'initiative du PSO pour le droit à la formation professionnelle et au recyclage, l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite (avec les POCH, le PSA et le PdT), et l'initiative pour le droit de référendum en matière de dépenses militaires (lancée par le PSS). Dans ses multiples activités, le PSO met toujours l'accent sur la nécessité de l'unité des organisations de gauche, en particulier pour s'opposer à la gestion bourgeoise de la crise, à la réduction des dépenses sociales et au gaspillage en crédits militaires.

"La rigueur historique et le souci d'une réelle information rendent nécessaires ces explications pour rectifier les erreurs contenues dans l'article cité. Si le stalinisme a aussi consisté à réécrire l'histoire et à ne pas donner la parole aux minorités, nous osons espérer qu'il n'en sera pas de même dans les colonnes de *L'Impartial* et que cette réponse y sera publiée."

Face au lobby financier zougois :

Il y a deux ans, Hans Durrer, membre de 41 conseils d'administration, déposait une plainte en diffamation contre Jo Lang, conseiller communal du PSO à Zoug. Durrer avait accumulé des logements vides, dans une période de pénurie importante. Un groupe d'action contre la pénurie de logements publia une annonce payante dans la presse locale demandant des inscriptions pour ces logements vides. Le PSO se solidarisa avec cette action en publiant un communiqué dénonçant "l'attitude scandaleuse" de Durrer. A la suite de quoi, Durrer déposa sa plainte qui visait aussi deux membres du groupe logement.

A la fin du mois de février, le tribunal de simple police de Zoug prononça l'acquittement des trois accusés. Il estima que Durrer n'avait pas été atteint dans son honneur.

Or, le procureur chargé de ce dossier, R. Mosimann, est lui-même membre de 31 conseils d'administration. Personne ne fut, par conséquent, étonné de sa décision de faire recours contre cet acquittement. Pour Mosimann "Jo Lang ne doit pas pouvoir s'échapper libre-

Nous ne nous tairons pas !

ment de cette affaire". Evidemment, car Monsieur le procureur se doit de protéger ses amis de la place financière zougoise.

Depuis sa fondation il y a dix ans, le PSO a mené plus d'une douzaine de campagnes contre le lobby zougois des conseils d'administration et des spéculateurs. Une initiative cantonale sur ce thème avait recueilli 38 o/o des voix. Le procureur Mosimann fut à trois occasions au centre de ces campagnes.

En août 1981, le PSO rendit public le fait que le véritable auteur de spéculations immobilières illégales commises par la société Confidia SA était l'ancien vice-procureur du canton. Or, ce personnage échappa à toute condamnation, car les autorités pénales laissèrent l'affaire en plan jusqu'à la prescription. Le PSO demanda alors publiquement si Mosimann et ses autres collègues n'avaient pas volontairement protégé leur ami.

Lors des dernières élections, le PSO souleva la question des liens entre Mosimann et l'entreprise multinationale Marc Rich, entreprise dont le procureur est membre du conseil d'administration : "Quand le procureur du canton va-t-il traduire Marc Rich devant les tribunaux pour répondre de sa politique commerciale ?". Dans un débat mouvementé au Conseil communal, Jo Lang attaqua durement Marc Rich qui a des rapports particulièrement bons avec le Chili et l'Afrique du Sud.

Dans ces conditions, le sens du recours du procureur Mosimann est clair. Il s'agit de faire taire une voix gênante.

En guise de riposte, Jo Lang a déposé une demande de récusation contre le procureur. Comment celui-ci peut-il agir avec l'impartialité prescrite par la loi, s'il est aussi intimement mêlé aux faits et méfaits du lobby de la finance zougois ?

Pour appuyer sa demande, Jo Lang publia un article révélant un certain nombre de faits inédits sur les activités de la Marc Rich. Cet article est paru dans un journal local alternatif Die Region.

Nous en publions ci-contre de larges extraits car il donne un éclairage assez précis sur les dessous de la "place financière" helvétique.

André Meylan



NICOLAS VIAL

Une multinationale en accusation :

«Marc Rich, une entreprise sangsue»...

C'est en ces termes que notre camarade Jo Lang dénonça cette multinationale au Conseil communal de Zoug. Cette affirmation fut appuyée par un tract du PSO déclarant : "Combien d'argent Marc Rich va-t-elle gagner lors de la prochaine famine en Afrique ou en Asie ?".

Après de longues hésitations, l'entreprise renonça à déposer plainte en diffamation. La documentation à l'appui de ces affirmations étant par trop précise, l'entreprise n'aurait rien gagné à engager un procès public.

Une croissance rapide

L'entreprise Marc Rich est l'enfant illégitime de son principal concurrent actuel, la Philipp Brothers. Au début des années soixante-dix, une demi-douzaine de collaborateurs de Philipp Brothers fondèrent, avec les deux négociants en pétrole new-yorkais Marc Rich et Pinkus Green, la Marc Rich and Co. International SA. Aujourd'hui cette entreprise, établie à Zoug, a trois autres filiales : Marc Rich and Co. SA; Marc Rich and Co. Grain SA et Marc Rich and Co. Sugar SA. Les deux dernières sont actives dans le domaine des produits alimentaires.

L'expansion de Marc Rich est impressionnante : en 1978 elle déclara un bénéfice net de 176 millions de francs, pour un capital de 81 millions. Deux ans plus tard, le capital atteignait déjà 292 millions et le bénéfice net 406 millions. La courbe de croissance de Marc Rich connaîtra peut-être une pause dans la prochaine période. En effet, elle vient à son tour de donner naissance à un enfant illégitime. Cette nouvelle entreprise ne s'est pas encore dotée, cependant, d'un nom.

"Rentrer des vacances dans un cercueil"

De telles divisions sont facilement explicables. Ces firmes n'ont besoin, pour leurs gigantesques opérations spéculatives, que d'un petit bureau, d'un téléphone, d'un télex et d'une connaissance technique des affaires dans ce domaine. Ce know-how technique consiste essentiellement en informations privilégiées sur le marché de l'argent et des biens et en de bonnes relations dans les bourses et banques des pays concernés. Qui dispose des informations et des relations nécessaires — en tant que cadre, représentant

extérieur ou opérateur télex — peut ouvrir grand la porte des profits spéculatifs, sans disposer de beaucoup de moyens financiers.

Comme une petite avance en termes d'information peut signifier des millions de profits, ces firmes essaient de se maintenir, autant que possible, dans l'ombre et ont des rapports très durs avec leurs concurrents. Un ancien cadre d'une autre firme zougoise, très critique à l'égard de ce genre d'affaires, refuse de donner toute information en indiquant : "Je n'ai pas envie de rentrer de mes prochaines vacances dans un cercueil !". Des informateurs de Marc Rich insistèrent systématiquement pour que l'on ne cite pas leur nom. Cela pourrait mettre en cause plus que leur simple emploi.

Le Chili et l'Afrique du Sud

Deux des clients les plus importants de Marc Rich sont les exportateurs de cuivre chiliens et les acheteurs de pétrole sud-africains. Depuis sa fondation en 1974, Marc Rich SA a eu des relations privilégiées avec le Chili de Pinochet. L'un des cadres a vécu longtemps au Chili, s'occupant du bureau de l'entreprise à Santiago. L'armée chilienne garantit un travail bon marché des mineurs chiliens pour assurer les profits des firmes étrangères.

Il est particulièrement lucratif de faire des affaires avec l'Afrique du Sud. A cause du boycott imposé par les Etats arabes, il est possible d'exiger un prix élevé pour les matières premières — notamment le pétrole — dont a besoin l'Etat raciste. Comme Marc Rich SA est en bonnes relations avec le Nigeria, qui fait partie de l'OPEC, il lui suffit de procéder à un transfert de pétrole en haute mer pour que ce

carburant puisse être livré à l'Afrique du Sud. Marc Rich SA a également un bureau permanent en Afrique du Sud.

Les profits de la faim

D'autres pays du Tiers Monde sont également les clients de Marc Rich SA : la Bolivie (étain), le Pérou (cuivre, zinc, plomb), le Zaïre (cuivre) et la Malaisie (zinc). Les salaires de misère des mineurs indiens, la malnutrition et le taux élevé de mortalité infantile dans les Andes ont un rapport direct avec les profits énormes encaissés par Marc Rich SA à Zoug.

Dans ses opérations spéculatives, Marc Rich SA exploite la dépendance financière et technologique des pays dominés. La plupart des pays dominés doivent livrer leurs marchandises précisément au moment où les cours sont au plus bas. Grâce à ses bonnes relations avec les banques, qui fournissent les crédits, Marc Rich SA peut attendre le meilleur moment pour l'achat et la vente. Elle profite, de surcroît, du fait que les principaux régimes au pouvoir dans les pays dominés sont plus proches des multinationales que de leur propre peuple. Ils sont de plus corrompus : les "provisions" et les "commissions" sont une composante essentielle de ce genre d'affaires.

Un climat critique à Zoug

Récemment Marc Rich SA a construit un nouveau bâtiment pour ses bureaux. Pour ce faire elle a importé des escaliers en marbre, dont chaque marche aurait coûté 3 000 francs.

Ces dépenses extravagantes comme la nature obscure de ses affaires font que Marc Rich SA est peu appréciée par une partie de la population zougoise. Pourtant, la presse bourgeoise locale se tait. L'entreprise est également très liée à la bourgeoisie locale qui profite ainsi de la misère et du sang qui sont la source des profits de Marc Rich SA. Le procureur Mosimann, radical bon teint, siège, rappelons-le, dans les conseils d'administration de Marc Rich SA et de ses trois filiales...

Jo Lang

Hélios, Bévillard :

RJ= Rançonnement jurassien?

Les 130 travailleurs qui restent — sur les 400 que comptait l'entreprise dans les années soixante-dix — chez Hélios à Bévillard ont dû faire face à des méthodes patronales dont la brutalité n'a rien à envier à celle des grenadiers bernois. Ils se sont ainsi vu imposer une diminution de salaire de 10 o/o (cf. aussi *La Brèche* no 292 du 26 février 1983). Le patron de choc de cette entreprise ? Alain Charpillot, jeune et dynamique tête pensante du comité directeur du Rassemblement jurassien (RJ)... Comme quoi on peut parfaitement stigmatiser les "baillis bernois" et rester un autocrate patronal.

Rappelons qu'au début de l'année, les travailleurs s'étaient organisés en assemblée générale pour refuser solidairement la diminution de 15 o/o du salaire que leur patron voulait leur imposer. Avec le soutien de la FTMH (Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie), ils s'opposèrent aussi aux 60 licenciements prévus. Une résistance se faisait jour, contrairement à ce qui s'était passé dans la succursale d'Hélios à Courtemaître (JU) et dans d'autres entreprises. Cela eut pour effet d'amener Charpillot à revoir ses prétentions à la baisse : la diminution de salaire n'était plus que de 10 o/o et les licenciements plus que 37.

Pour qui sifflent ces arbitres ?

Instance conventionnelle, le Tribunal arbitral horloger (TAH) fut saisi de l'affaire. Censé juger rapidement, il n'a pas encore rendu son

verdict, alors que les délais sont déjà dépassés depuis plusieurs semaines. Comme dans toute procédure de ce genre, les parties en cause attendent la décision arbitrale, l'arme au pied. C'est ainsi que le syndicat refusa de prendre des mesures de lutte avant de connaître la décision du TAH. Un, par contre, qui n'a pas attendu, c'est bien Charpillot. L'arme au pied, c'est très joli sur les gravures anciennes, mais pas très utile dans la guerre économique. Il commença donc par exiger de tous les travailleurs qu'ils signent un **nouveau contrat de travail individuel**, prenant bien soin d'exercer ses multiples pressions d'abord sur les moins à même de se défendre (femmes, immigré(e)s, non qualifié(e)s). Ce nouveau contrat, qu'il tenta d'imposer à coup d'entretiens individuels répétés, comportait évidemment une baisse de salaire.

La moitié des travailleurs et des travailleuses ayant malgré tout refusé de le signer, Charpillot, profitant

du pourrissement de la situation créé par l'attente passive du jugement du TAH, passa la vitesse supérieure. Il licencia une employée, Mme Pollicella, indiquant clairement le sort qui attendait tous ceux qui refusaient encore de se plier à sa volonté. Redoublant alors ses pressions, il réussit finalement à obtenir les signatures tant convoitées.

Plus qu'un symbole, un signal d'alarme

L'affaire d'Hélios est ainsi devenue la pointe avancée de la politique patronale en matière de salaire dans la région. Il faut en effet savoir que dans toute la branche horlogère le patronat a refusé le réajustement salarial à fin 1982 et que là aussi les travailleurs attendent — vainement ? — la sentence du Tribunal arbitral !

La FTMH n'a nationalement pourtant rien fait pour ceux d'Hélios, laissant sa section de Tavannes se débrouiller avec les moyens du bord, alors que l'enjeu dépassait largement la situation locale.

L'unité jurassienne contre l'unité ouvrière

Une fois encore, la question jurassienne aura ruiné les efforts de résistance des travailleurs :

— Charpillot, patron séparatiste,

aura pu compter sur la division du mouvement ouvrier entre les organisations antiséparatistes et séparatistes.

— Alors que le Parti socialiste autonome du sud du Jura (PSASJ) est membre du "Comité unitaire de la gauche" — seule organisation à avoir mené une campagne active de défense des travailleurs d'Hélios — son conseiller national, J.-Cl. Crevoisier, n'a pas dit un mot sur cette affaire lors du 1er Mai à Bévillard. Il est vrai qu'il est, comme Charpillot, membre du RJ...

— André Ory, membre du Parti socialiste du Jura bernois (PSJB) et dirigeant influent de Force démocratique, s'est lui aussi tu lors de ce 1er Mai à Bévillard.

Pour Crevoisier, l'unité jurassienne passait avant tout ; pour Ory, c'était la collaboration de classe. Tous deux, avec leur organisation, auront ainsi contribué à la défaite des travailleurs d'Hélios.

Il est donc urgent que le mouvement ouvrier reprenne l'initiative : car la fusion ASUAG-SSIH sous la houlette des banques est lourde de menaces sur l'emploi et les salaires.

Enfin, pour nous, PSO, après Hélios, il est encore plus exclu qu'auparavant de passer un quelconque accord électoral avec les partis des patrons licenciés. Quelle que soit leur position sur la question jurassienne.

Paulo Crocci



Interfoto

Schindler/Schlieren :

UNE FORTE MOBILISATION QU'IL FAUT DÉVELOPPER

Impressionnante, la manifestation du 24 mai. Non seulement à cause des 4 000 participants, mais aussi parce que son ambiance tranchait avec celle de la politique quotidienne de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie). Ainsi, une banderole des travailleurs de Schindler disait : "Si les promesses de Schindler ne sont que chiffons de papier, notre devoir sera de résister". La sensibilité dans la région est grande, puisqu'en 10 jours environ, 14 000 personnes signeront la pétition lancée par la FTMH qui exige de la direction de Schindler qu'elle renonce à la fermeture de l'usine de Schlieren. On le constatera une nouvelle fois lorsque l'Association suisse des employés de l'industrie des machines réunira de 600 à 700 personnes à une assemblée publique, dont environ 200 à 300 employés de l'usine de Schlieren.

Manifestation, assemblée et pétition apportent la preuve évidente que les travailleurs sont prêts à se mobiliser lorsque leurs syndicats et associations en prennent l'initiative.

Le problème ne réside donc pas dans la volonté de se défendre des salarié(e)s, mais bien plutôt dans l'orientation qui est donnée à leur action et dans les illusions qui subsistent encore. Malgré les premiers beaux succès de la mobilisation, ni la FTMH ni l'Association des employés n'ont proposé d'autres actions. Ces directions n'ont proposé d'autres actions. Ces directions misent visiblement tout sur le bon vouloir des autorités et sur les négociations. Alors que ces mêmes autorités ont déjà fait connaître leur "compréhension" pour la situation du trust Schindler et que les Associations patronales — appuyées par la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) — parlent ouvertement d'une nécessaire "adaptation aux restructurations". Ni les autorités, ni le patronat ne sauveront donc les emplois à Schlieren.

Or, pour de nombreux travailleurs de l'usine, la situation sera très difficile en cas de licenciements : plus de 60 o/o d'entre eux ont plus de 40 ans et environ 300 des 740 travailleurs habitent Schlieren. C'est dire si la recherche d'un nouvel emploi leur sera presque impossible.

Il faut donc prendre vigoureusement le taureau de la défense de l'emploi par les cornes. Par l'introduction immédiate de la semaine de 40 heures dans tout le trust, par des retraites anticipées aux mêmes conditions qu'une retraite normale, le travail peut être réparti entre tous. Si Schindler s'y refuse, l'expropriation s'impose, car l'usine est viable : bonnes installations, main-d'œuvre qualifiée, travaillant pour un secteur — les transports publics — qui ne demande qu'à se développer. Pour imposer ces revendications, des mesures de lutte doivent être préparées concrètement dès maintenant.

Roland Sidler

Recyclage et formation professionnelle à Bienne :

L'INITIATIVE EST LANCÉE

Le 1er juin, le Parti socialiste ouvrier (PSO), le Parti socialiste autonome du sud du Jura (PSASJ), les Organisations progressistes (POCH), le Parti communiste italien (PCI), l'Organisation pour la cause des femmes (OFRA) et le Comité de chômeurs ont lancé une initiative communale pour un recyclage et une formation professionnelle garantis. On se souvient que le projet d'une telle initiative avait été mis en discussion par le PSO (cf. *La Brèche* no 291 du 12 février 1983). Les sociaux-démocrates, majoritaires à l'exécutif communal, ont jusqu'à maintenant peu fait pour le millier de chômeurs de Bienne. Cette fois-ci encore, ils préfèrent s'abstenir.

Les revendications de l'initiative

* Le centre de formation communal prévu doit, premièrement, donner la possibilité d'un apprentissage rémunéré, de trois ans au moins, aux jeunes qui n'ont pas trouvé de place de leur choix. Ces dernières années, 25 à 30 o/o des jeunes terminant l'école ne trouvaient pas de place d'apprentissage adéquate. En outre, comme une en-

quête de l'Office statistique communal l'a montré, 50 o/o des apprentis en fin de formation n'ont pas de garantie de trouver un emploi, alors que les 77 o/o de la moitié restante se préparent déjà à abandonner le métier appris. Forcés de faire un apprentissage dans des secteurs sans grand avenir (habillement, hôtellerie, alimentation), ils ne sont qu'une main-d'œuvre bon marché que l'on jette après usage.

* Deuxièmement, ce centre doit

fournir de larges possibilités de perfectionnement professionnel.

* Troisièmement, des cours de préparation aux examens pour l'obtention d'un certificat fédéral de capacité (CFC) pour les salarié(e)s majeur(e)s. Il s'agit ici de faciliter l'application de l'article 41 de la Loi sur la formation professionnelle, qui prévoit la possibilité de se présenter aux examens finals de fin d'apprentissage lorsque l'on a exercé sans formation un métier durant une période double de celle de l'apprentissage, à condition d'acquiescer les connaissances théoriques nécessaires. Comme il n'y a pas de cours du soir organisés, les salarié(e)s qui désirent obtenir cette qualification professionnelle doivent suivre les cours "normaux" destinés aux apprentis. Ce qui implique d'une part l'accord du patron et d'autre part des pertes de salaire. Il est donc nécessaire de lever cet obstacle, qui bloque de

nombreux immigrés.

* Quatrièmement, des cours de recyclage dans des professions d'avenir seront mis sur pied par ce centre. Cette revendication prend naturellement toute son importance au vu de la situation des très nombreux chômeurs de l'industrie horlogère.

* Cinquièmement, des cours de base et de préparation pour les personnes non qualifiées et pour les femmes qui, après une longue interruption, veulent retravailler seront mis sur pied.

Nous savons bien que le recyclage et le perfectionnement professionnel ne créent pas d'emploi, mais entre le chômage et le recyclage, nous préférons la dernière solution. Car elle peut contribuer à contrer la tendance croissante à la déqualification professionnelle — avec toutes ses conséquences salariales — et aider à trouver un nouvel emploi, plus sûr.

1er Congrès national des chômeurs :

UNE BELLE RÉUSSITE

Le premier congrès national des chômeurs qui s'est tenu à Bienne le samedi 4 juin a connu un succès stimulant. Il a réuni plus de 200 chômeurs de toute la Suisse, provenant surtout de la région horlogère, mais aussi de Granges, de Genève ou de Zurich. Ce succès n'était pas acquis d'avance. D'abord parce qu'il s'agissait d'une première en Suisse. Ensuite parce que la structure nationale qui en prit l'initiative — la SINAP (Communauté suisse de travail pour une nouvelle politique à l'égard des chômeurs) — n'a pas l'expérience d'une action menée à l'échelle du pays. D'autre part, les comités de chômeurs, formés sur le tas dans la région horlogère ont peu de permanence dans leur structure et dans leurs membres, vu la rotation des chômeurs. Et parmi ces derniers, la grande majorité n'a pas d'expérience d'organisation. C'est donc un succès d'autant plus marquant.

Le déroulement du congrès

Le congrès était axé autour de quatre thèmes, représentant autant de groupes de travail : a) le recyclage et le perfectionnement des chômeurs; b) la suppression des tracasseries administratives; c) les pénalités; d) l'allongement de la durée de versement des allocations. Les contributions de chaque groupe de travail (voir notre encart sur deux d'entre elles) ont permis d'élaborer une plate-forme revendicative, adressée aux Chambres fédé-

rales. Elle comporte aussi l'exigence de la diminution du temps de travail à 35 heures par semaine et de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, ainsi qu'une série de revendications spécifiques sur l'assurance-chômage (comme le versement d'allocations jusqu'à ce que le chômeur ait retrouvé son emploi).

Le lien nécessaire entre les travailleurs avec et ceux sans emploi

L'estimation d'ensemble portée

par le Congrès concernant la loi sur le chômage fut claire : cette loi est non seulement dirigée contre les chômeurs, elle porte aussi atteinte aux intérêts de tous les travailleurs. On l'a vu dans l'arc horloger, où les chômeurs qui retrouvent un travail n'obtiennent jamais les mêmes conditions que celles de leur ancienne occupation. Par le biais de cette loi, le patronat peut donc exercer une pression constante à la dégradation des conditions de travail et de salaire. C'est pourquoi le Congrès des chômeurs avait invité un syndicaliste allemand, ancien chômeur et animateur d'un courant actif appelé "Initiative pour une sécurité sociale", qui regroupe des syndicalistes, des permanents syndicaux et des militants d'organisations de chômeurs. Ce courant a pour objectif la semaine de 35 heures.

Cette expérience-là fut précieuse pour le Congrès, dans la mesure où elle faisait le lien entre travailleurs avec et sans emploi, autour de la revendication de diminution du temps de travail.



Manifestation des chômeurs contre la politique fédérale en la matière, cette journée de travail démontra la nécessité d'une organisation nationale permanente. Elle n'a toutefois pas encore permis de faire le lien entre cette forme d'organisation et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. On a pu pourtant constater l'inté-

rêt évident porté par des chômeurs "récents", venant de régions nouvellement touchées par la crise, aux expériences réalisées jusqu'ici.

La prise en charge, par les organisations ouvrières traditionnelles, de la lutte pour l'amélioration de la loi sur le chômage reste pourtant un élément fondamental.

correspondant

* Groupe de travail sur le recyclage

L'ensemble des chômeurs estime que le recyclage est un point crucial, surtout pour les plus jeunes. Des centres mis à disposition des chômeurs, comme le demande l'initiative biennoise (cf. p. 4) sont une solution possible. Une exigence fondamentale : qu'il ne soit plus seulement offert au chômeur les multiples tracasseries administratives, mais aussi des possibilités de recyclage et de formation professionnelle. Il y a une politique systématique de désinformation à ce propos.

* Groupe de travail sur les tracasseries

La récolte des 10 attestations mensuelles de recherche d'emploi vise en fait à soumettre le chômeur au maximum de pressions possible pour qu'il accepte un travail à des conditions défavorables. Pour le Congrès des chômeurs, il faut supprimer totalement cette obligation. Cette revendication est essentielle pour l'ensemble du mouvement ouvrier, car elle sert autant les chômeurs que les travailleurs.

Militante syndicale licenciée à la "Feuille d'Avis de Neuchâtel" (FAN) :

Le Tribunal arbitral au banc des accusés

Dans notre dernier numéro, nous avons expliqué en détail les conditions du licenciement d'une travailleuse enceinte et militante syndicale active de la FAN. Le 2 juin 1983, le Tribunal arbitral statuait sur le cas. La composition même de cette instance fait déjà douter de son impartialité. Certes, représentants syndicaux et patronaux sont en nombre égal : mais la décision dernière appartient par là-même au président du Tribunal. Connaissiez-vous beaucoup de présidents de tribunaux prenant à cœur les intérêts ouvriers, prêts à pourfendre l'argumentation d'une puissance comme la FAN, à se mettre à dos ses actionnaires ? Evidemment, non. Celui de Neuchâtel ne fit pas exception.

Règle générale et cas individuel

Le point concernant la protection de la femme enceinte fut rapidement réglé, l'argumentation de la FAN ne résistait pas à l'examen. Restait donc à s'occuper du fond de l'affaire : le licenciement d'une membre de la Commission du personnel, à ce titre normalement protégée par l'article 23/10 et 11 du Contrat collectif de travail (CCT). C'était compter sans l'avis du président du Tribunal, dont l'opinion était déjà faite, avant même l'ouverture des débats. Il déclara donc que si le jugement portait sur le fond, la travailleuse

serait perdante. En conséquence, il valait mieux transiger. D'où lui venait cette belle conviction ? D'une part du fait que la preuve formelle des motifs du licenciement — à savoir les activités syndicales de la requérante — n'avait pu être faite; et d'autre part que l'article 23/10 et 11 du CCT ne pouvait concerner un cas particulier !

Il est vrai que des patrons qui expliquent ouvertement qu'ils licencient un travailleur à cause de ses activités syndicales, ça court les rues ! Sans parler de ce Contrat collectif qui ne protège les membres des commissions d'entreprise qu'en général mais pas dans les cas particuliers; qui, en quelque sorte pro-

tège le salut de leur âme de militants syndicaux, mais pas leurs conditions matérielles d'existence...

Face à un tel parti pris, il ne restait à la travailleuse de la FAN qu'à accepter la transaction. Celle-ci n'alla pas sans mal, la FAN se sentant si bien comprise par monsieur le président.

Les limites d'une plainte

Les conditions ainsi obtenues par la travailleuse furent toutefois bien meilleures que celles qui auraient été accordées en cas d'acceptation du licenciement. Sur ce point, la plainte déposée auprès du Tribunal arbitral a porté ses fruits. Par contre, elle a cruellement mis en évidence à la fois la faiblesse des clauses du Contrat collectif protégeant les personnes de confiance et le rôle incroyable du Tribunal arbitral. Une fois encore, une instance dite de "conciliation" n'a fait que se concilier les bonnes grâces du patronat. Une fois encore la leçon de la lutte à la Tribune de Genève est réaffirmée : seule la mobilisation active des travailleurs peut faire reculer les patrons.

correspondant arts graphiques

Genève :

LE MPF DEMANDE DES PLACES D'APPRENTISSAGE

Rendus inquiets par le nombre croissant de jeunes ne pouvant entreprendre la formation de leur choix, de nombreux parents se sont adressés directement aux autorités. Dans une lettre ouverte au Conseil d'Etat, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, le Mouvement populaire des familles (MPF) s'en fait le porte-parole pour exiger, à partir des possibilités existant dans le canton de Genève, des solutions sérieuses pour la prochaine rentrée.

« Dans le contexte actuel de récession qui frappe le marché du travail, nous avons dû constater les difficultés toujours plus nombreuses auxquelles sont confrontés nos enfants à la recherche d'une place d'apprentissage.

Nous dénonçons en particulier :

- la supercherie des tests dits d'aptitude qui sont en réalité des concours éliminatoires;
- la très nette préférence donnée aux élèves sortant de sections prégymnasiales du C.O. (Cycle d'orientation, red.) ainsi qu'à ceux ayant accompli un 10e ou 11e degré, limitant très fortement les chances des élèves de section Générale plutôt destinée à l'apprentissage;
- l'importance de la note de conduite et des commentaires dans les carnets scolaires qui peuvent pénaliser les candidats;
- l'injustice entre la situation des futurs apprentis obligés de multiplier les démarches (lettres, entretiens, stages, tests) pour trouver une place d'apprentissage ne correspondant plus bien souvent à leur choix initial, et celle des élèves continuant des études pour lesquels des classes sont ouvertes en suffisance selon les besoins;
- le manque de rigueur des listes d'adresses fournies par l'Office de la Formation professionnelle où figurent des employeurs ne prenant plus d'apprentis ou même sans autorisation d'en former. (...)

(...) nous demandons pour la prochaine rentrée :

- d'insister auprès des associations patronales pour qu'elles créent ou multiplient les occasions d'apprentissage;
- de développer, d'une part, l'Ecole des Métiers dont l'accès doit être permis sans concours d'entrée mais seulement selon les normes d'admission prévues à la sortie du Cycle d'orientation et, d'autre part, les ateliers de préapprentissage pour permettre une meilleure orientation à ceux qui en ont besoin. Ceci afin que le maximum de jeunes ne soient pas écartés d'une formation professionnelle;
- de faire en sorte que les notes et commentaires de conduite n'apparaissent plus sur les carnets scolaires.

Nous sommes persuadés qu'une formation professionnelle est déterminante pour l'équilibre d'un jeune en pleine évolution à cet âge et lui permettra de mieux affronter les difficultés de la vie. Est-il nécessaire de rappeler que le coût de sa formation est nettement inférieur à celui d'une réinsertion sociale ?

En conclusion, nous en appelons aux responsables à tous les niveaux pour que soit mise en place une politique qui assure à chaque jeune une formation correspondant à ses aspirations et ses aptitudes avant de répondre aux besoins de l'économie. »

C'est en République démocratique d'Allemagne (RDA) que les groupes pacifistes indépendants des pays de l'Est se sont développés en premier lieu. Axés d'abord sur le refus de la militarisation de la vie quotidienne et sur le droit au service civil, ils plongeaient leurs racines dans le mouvement déjà ancien des objecteurs de conscience soutenu par les Eglises protestantes d'Allemagne de l'Est¹.

Ces derniers ont en effet toujours estimé que le service spécial des *Bausoldaten* ("soldats de la construction"), instauré en 1964 sous la pression des jeunes chrétiens qui refusaient de porter les armes, n'est pas un service civil, dans la mesure où les conscrits, affectés à des travaux de construction, restent des soldats en uniforme soumis à la même discipline militaire que les soldats réguliers.

Ce mouvement des objecteurs de conscience, dont on estime — en l'absence de statistiques officielles — qu'il a touché environ 500 jeunes par an durant les années 1960 et 1970, franchissait un cap nouveau avec la pétition lancée en 1981 demandant l'instauration d'un véritable service civil alternatif. Des milliers de jeunes la signèrent, tous n'étant pas, loin s'en faut, des chrétiens engagés.

L'an dernier, le mouvement s'étendait aux réservistes, obligés d'effectuer des périodes d'entraînement de six à douze semaines jusqu'à l'âge de 50 ans. Nombre d'entre eux, bien que n'ayant pas demandé le statut de *Bausoldat* au moment de leur conscription, décidèrent de refuser de se rendre aux cours d'entraînement, au risque d'être condamnés à une peine de six à huit mois de prison.

Pour leur part, plusieurs centaines de femmes signaient une lettre adressée en octobre 1982 au chef de l'Etat, Erich Honecker, où elles protestaient contre l'introduction d'une nouvelle loi impliquant que les femmes de 18 à 50 ans pourraient désormais être mobilisées dans le service de défense actif en cas de "situation d'urgence".

RDA : CONTRE LE NUCLEAIRE ET LA MILITARISATION DE LA VIE CIVILE

La seule réponse que les bureaucrates ont été capables d'apporter face à la vague de fond pacifiste touchant des secteurs de plus en plus larges de la population est-allemande, fut de serrer la vis en instaurant de nouvelles contraintes sur le plan de l'embrigadement militaire.

On sait que dès leur première année scolaire, les jeunes Allemands de l'Est, alors âgés de six ans, reçoivent la visite en classe d'un soldat de l'Armée nationale du peuple chargé de les endoctriner sur le rôle de l'armée comme défenseur de la paix et de la patrie. Et toute leur adolescence est marquée par le style militariste des organisations de jeunesse du parti dans lesquelles la plupart d'entre eux sont enrôlés. Or, non content d'avoir introduit dès 1978 des cours obligatoires — théoriques et pratiques — sur la défense militaire durant les deux dernières années de la scolarité (de 14 à 16 ans), le pouvoir a imposé voici peu une prolongation de la période d'entraînement à laquelle les jeunes sont astreints après leurs dix-huit mois de service militaire, qui passe ainsi de vingt-et-un à vingt-quatre mois. C'est donc dans ce contexte de militarisation à outrance de la vie scolaire et de la vie civile qu'il faut appréhender le mouvement pacifiste indépendant.

Le refus de servir de milliers de jeunes n'est qu'une facette de l'angoisse qui saisit des secteurs importants de la population est-allemande, non seulement jeunes mais aussi adultes, comme le montrent les réactions des femmes et des réservistes.

Les déclarations officielles selon lesquelles le seul but d'une armée forte est de mieux défendre la paix, conformément à l'esprit de la Constitution de la RDA, sont incapables de convaincre ceux qui veulent réellement la paix. Les initiatives du type "Semaines pour la paix", sous l'égide de l'Eglise protestante, qui se sont succédé depuis trois ans, ont montré l'ampleur de la mobilisation face au danger de guerre, et de guerre nucléaire en particulier.

L'"Appel de Berlin", lancé en janvier 1982 en RDA par Robert Havemann et par le pasteur Rainer Eppelmann, devait cristalliser ces sentiments dans un texte demandant le retrait de toutes les armes nucléaires de RFA et de RDA comme premier pas vers une Europe dénucléarisée, ainsi que le retrait de toutes les troupes étrangères du sol d'Allemagne de l'Ouest comme d'Allemagne de l'Est (elles se montent à 400 000 dans ce dernier pays). Depuis lors, tous les "forums pour la paix", à commencer par celui de Dresde, qui a rassemblé 5 000 jeunes en février 1982, ont largement repris ces exigences à leur compte, liant la lutte pour la démilitarisation de la vie civile et pour la création d'un service alternatif à la mobilisation pour le désarmement nucléaire.

En juin 1982, quelque 3 000 personnes, avant tout des jeunes, participaient au Forum pour la paix à Berlin-Est, appelé de bouche à oreille, mais aussi par des tracts portant l'avertissement obligatoire "strictement réservé à l'usage interne de l'Eglise"... Alors que des sketches et des lectures de poèmes alternaient avec les services religieux à l'intérieur de l'Eglise de la Rédemption, un "coin des orateurs", à l'extérieur, permettait à tous ceux qui le désiraient, d'exprimer librement leur point de vue, dans un environnement où murs et arbres étaient recouverts de déclarations rédigées à la main, de poèmes et de photographies exprimant le désir de paix des participants.

Il faut souligner que dans leurs interventions, la plupart d'entre eux saluaient les propositions faites par l'URSS en faveur du désarmement, évitant toute tonalité anticommuniste. Cela confirmait les propos tenus peu auparavant par des participants du mouvement en réponse aux questions



Manifestation pacifiste indépendante à Léna. Sur la banderole, le mot d'ordre de ralliement des pacifistes indépendants est-allemands : "Transformer les épées en charrues".

Mouvements pacifistes à l'Est :

L'EXEMPLE DE LA RDA

Budapest, 7 mai 1983 : à la fin d'une manifestation pacifique officielle, 500 jeunes des Groupes pour la paix et le dialogue, agissant indépendamment du pouvoir, défilent derrière des banderoles proclamant : "Tous les missiles hors d'Europe !".

Ces jeunes Hongrois venaient ainsi de suivre l'exemple du mouvement pacifiste indépendant de la République démocratique allemande (RDA), le plus ancien et le plus développé.

Nous publions ci-contre une présentation du mouvement pacifiste est-allemand, ainsi que des extraits de la lettre du Groupe pour la paix et le dialogue hongrois, adressée à la deuxième conférence pacifiste occidentale de Berlin. Les lecteurs qui s'intéresseraient au développement du mouvement pacifiste indépendant en Hongrie et en Union soviétique se référeront à l'article de Jacqueline Allio "Les débuts du mouvement pacifiste en Hongrie, en RDA et en URSS", paru dans Inprecor no 152 du 6 juin 1983, d'où est tiré notre dossier.

d'un journaliste de la revue suédoise ETC : "La politique de Reagan menace le monde entier. (...) L'Allemagne de l'Est tout comme l'Allemagne de l'Ouest devraient engager un processus de démilitarisation. Notre but, c'est une Allemagne neutre, désarmée et réunie. (...) Nous pouvons capter la télévision de l'Ouest. Ses programmes sont aussi idiots que les nôtres. Nous, nous luttons pour la paix. La presse bourgeoise de l'Ouest cherche à nous utiliser pour sa propagande. Ce qu'elle dit est faux. Personne ne parle d'introduire le système capitaliste en Allemagne de l'Est". Et ils poursuivaient : "Nous devons réformer le socialisme de l'intérieur. Il faut ouvrir le débat. La lutte pour le désarmement est un pas dans cette direction"².

On ne peut s'empêcher de noter la similitude de ces propos avec ceux de nombreux travailleurs polonais de Solidarité lorsqu'ils étaient interrogés sur les objectifs de leur lutte. L'un des participants au forum de Berlin-Est de juin 1982 devait d'ailleurs noter : "C'était presque incroyable (...) qu'une action de ce genre soit possible à Berlin-Est. (...) Ce qui frappait celui qui y assistait, c'était cet étalage ouvert de contradictions. Il s'agissait de quelque chose de plus qu'une simple démonstration pour le désengagement pacifique. Il s'agissait de politique, je dirais même plus, de l'expression d'une opposition 'légitime'. Et elle ne touche pas qu'à la question de la paix. (...) Le mouvement pour la paix actuel, indépendant de l'Etat, n'est pas seule-

ment un mouvement qui développe, à propos de la paix et d'autres questions, des idées ne correspondant pas à la politique du Parti socialiste unifié (SED, le parti stalinien de RDA, Ndlr). C'est un mouvement qui s'en prend objectivement aux racines du système lui-même. C'est le rôle dominant du SED, du pouvoir totalitaire de l'Etat, qui se trouve mis en question"³.

Même si tous ses participants n'en ont pas encore clairement conscience, de nombreux indices montrent que la dynamique antibureaucratique du mouvement va croissant.

LA DYNAMIQUE ANTIBUREAUCRATIQUE DU MOUVEMENT ET LA GUERRE DES BADGES

On en avait déjà eu un avant-goût lors du forum de Dresde en février 1982. La position de l'Eglise recommandant alors de ne pas signer l'"Appel de Berlin", bien que ce dernier "soulève une série de questions qui ont leur place dans les discussions sur la responsabilité des chrétiens à propos de la paix", fut très mal reçue par les participants. Ils sifflèrent le responsable ecclésiastique chargé d'expliquer "que cela n'aiderait pas les débats sur le maintien de la paix"⁴. La concession que la hiérarchie protestante a faite récemment au pouvoir en recommandant aux jeunes de ne

plus porter l'emblème de leur mouvement fut également très impopulaire, tendant à radicaliser les plus conciliants.

Les Eglises protestantes ont joué un rôle déterminant dans l'impulsion du mouvement des objecteurs de conscience, tout en parvenant à maintenir des relations étonnamment ouvertes avec les autorités durant les années soixante-dix. Il faut dire qu'elles bénéficient d'un statut juridique d'indépendance très exceptionnel dans ce pays : c'est la seule institution qui ne soit pas sous le contrôle du parti. Mais, à l'évidence, les proportions prises récemment par le mouvement pour le service civil et pour la dénucléarisation des deux Allemagnes a compliqué les choses, et cette Eglise — accusée par le pasteur Eppelmann lui-même d'avoir une "mentalité timorée désastreuse" dans ses rapports avec l'Etat — risque de se voir complètement débordée par une mobilisation allant beaucoup plus loin que ses propres intentions. Elle pourrait bien, sous peu, se trouver dans une situation aussi contradictoire que celle de l'Eglise polonaise, perpétuellement coincée entre son désir de rester un interlocuteur valable pour le pouvoir et la nécessité d'adopter des positions plus radicales pour ne pas perdre tout prestige aux yeux des masses.

Quant à la bureaucratie, elle se trouve elle-même prise dans une situation difficile. Les assertions du Conseil pour la paix de RDA, selon lesquelles "le socialisme égale la paix", s'accommodent de plus en plus mal du cours agressivement militariste du pouvoir et rendent particulièrement difficile, aux yeux des observateurs, une politique de répression ouverte à l'encontre du mouvement pacifiste indépendant.

On en a eu des preuves avec la "guerre des badges". Après avoir donné à l'Eglise l'assurance qu'ils ne réprimeraient pas ceux qui affichaient sur leurs vêtements le badge en tissu symbole du mouvement (la reproduction d'une sculpture offerte par l'URSS aux Nations-Unies où l'on voit un forgeron transformant une épée en soc de charrue), les bureaucrates ont changé leur fusil d'épaule, alarmés notamment par l'ampleur du forum de Dresde. Le badge en question s'est tout d'un coup vu accusé d'être un "symbole subversif", et toute personne qui le porte est désormais passible de condamnations en vertu de l'article 106 du Code pénal. Le décret sur les imprimés exigeant une autorisation pour tout matériel imprimé a même été révisé en hâte afin de couvrir également les "ornements sur tissu". Dès lors, les jeunes qui persistaient à porter cet emblème ont été l'objet de toutes sortes de discriminations et de sanctions allant jusqu'à l'exclusion de leur école. Certains se sont même vu retirer leurs papiers d'identité qui ont été remplacés par la carte "PM 12", un document réservé jusque-là aux "éléments peu sûrs" ayant fait de la prison et interdits de voyage à l'étranger. Cela n'a pas empêché de nombreux jeunes qui participaient à un rassemblement à Magdeburg, quelques mois après le forum de Dresde, d'arborer des

écussons blancs et muets, écussons qui rappellent les résistances électriques portées à la boutonnière par les travailleurs polonais après l'interdiction du badge de Solidarność.

Les autorités ont cependant pris la popularité de cet emblème assez au sérieux pour essayer de le neutraliser au moyen d'un contre-emblème, en l'occurrence la colombe de Picasso entourée du mot "Paix". Les jeunes du parti (le FDJ) l'arboraient lors des rassemblements officiels l'an dernier, parfois même sur un bandeau de tête, à la manière des pacifistes de l'Ouest.

La bataille ne se limite d'ailleurs pas aux emblèmes. Elle s'est transformée en une véritable bataille de slogans. Le "Transformez vos épées en socs de charrue" est devenu "Des épées et des charrues", quant au "Faire la paix sans armes" des pacifistes indépendants, il a été transformé en "Faire la paix contre les armes de l'OTAN"...

La nécessité pour les autorités de tout faire pour tenter de récupérer le mouvement indépendant est notamment liée au fait qu'il leur est très difficile d'accréditer l'idée selon laquelle ce dernier serait un agent de l'ennemi. Les prises de position du mouvement pacifiste indépendant à l'égard de la politique de l'OTAN sont en effet sans équivoques, et particulièrement son opposition au déploiement des Cruise et des Pershing II. Cette orientation ne facilite donc pas la tâche des autorités, d'autant qu'elle se double d'une conviction de la plupart des participants du mouvement indépendant qu'il ne faut pas se couper des mouvements officiels pour la paix, mais bien au contraire tenter de faire pression sur eux en s'adressant à tous ceux qui se reconnaissent dans les objectifs qu'ils mettent en avant.

Cette attitude ressortait clairement des messages envoyés par les divers groupes est-allemands invités à la Conférence de Berlin-Ouest de mai 1983 et qui n'ont pu y participer faute d'avoir reçu leur visa (voir encadré). Face à la manière dont cette convention avait été lancée — les initiateurs faisant de l'appel favorable au désarmement bilatéral une condition pour faire partie du comité organisateur du rassemblement — tous mettaient l'accent dans leurs missives sur la nécessité de s'adresser à toutes les composantes du mouvement, y compris aux structures officielles de l'Est.

Jacqueline Allio

1. "Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie", *Inprecor*, no 129, 28 juin 1982.
2. "Interview with east-german peace activists", *International Viewpoint*, no 7, 24 mai 1982.
3. "Friedenswerkstatt in Ostberlin, Erlebnisse eines DDR-Teilnehmers", *Osteuropa-Info*, no 3, 1982, p. 48.
4. *The Sword and the Ploughshare autonomous Peace Initiatives in East Germany*, John Sandford, brochure de l'END, 1983.

EXTRAITS DE LA LETTRE ADRESSÉE PAR LE "GROUPE POUR LA PAIX ET POUR LE DIALOGUE" HONGROIS A LA IIème CONFÉRENCE POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE DE BERLIN-OUEST

Durant ces derniers mois, nous avons été très troublés par les divergences croissantes entre les mouvements pour la paix de l'Est et de l'Ouest. Il est décisif d'éviter la division de nos forces : la guerre froide ne devrait pas entrer dans le champ de notre travail ! (...) Toutes les organisations pacifistes devraient suivre un cours plus tolérant, plus réaliste, plus coopératif et non-interventionniste les uns vis-à-vis des autres.

Nous vous demandons en particulier de penser aux questions suivantes : quelle image contribuez-vous à former sur les pays du Pacte de Varsovie ? Dans certains journaux pacifistes, cette image n'a que trois faces : une armée forte dans une société militarisée ; des violations fréquentes des droits humains ; et quelques petits groupes généralement opprimés. Cela peut-il aider à bâtir la confiance pour résister à la rhétorique de la guerre froide ? Dans l'Appel pour une Europe dénucléarisée, il est affirmé que "nous ne devons tenir aucun compte des interdictions et des limitations imposées par un quelconque Etat national". N'est-ce pas par hostilité idéologique que vous vous complaisez à souligner avec autant de vigueur, non pas votre indépendance par rapport à Moscou, qui est correcte, mais votre dégoût profond pour ces Etats ?

La seconde question est la suivante : si nous nous attelons à construire un mouvement pour la paix paneuropéen, cela pourra-t-il se faire sans les Conseils et les Comités pour la paix de l'Est (structures officielles, Ndlr) ? Avez-vous réellement tenté de coopérer avec eux ? Est-ce une bonne stratégie de mettre des conditions et de ne commencer les discussions que si elles sont remplies ? Nous pensons qu'il est possible d'atteindre les peuples de l'Est par leur biais. Comptez-vous attendre que nos pays soient transformés en démocraties de type occidental pour établir des contacts avec l'Europe de l'Est ? Qu'en sera-t-il si l'holocauste nucléaire survient avant ?



Badge du mouvement pacifiste indépendant; le mot d'ordre "Transformer les épées en charrues" entoure la reproduction de la sculpture offerte par l'URSS au siège des Nations Unies à New York. Le même sigle se trouve en couverture, sur fond d'armoiries de la RDA.



L'automne des missiles sera chaud !

Les vastes mouvements de masse qui ont déferlé sur toute l'Europe pour s'opposer au déploiement des nouveaux missiles de l'OTAN sur le vieux continent sont aujourd'hui confrontés à des échéances décisives. Ces missiles sont des armes de "première frappe". Selon Weinberger, secrétaire d'Etat américain à la défense, les missiles Pershing II "donneront les moyens effectifs d'attaquer des points névralgiques et des objectifs qu'il est urgent d'anéantir", tandis que les missiles de croisière (Cruise) permettront "d'attaquer des objectifs plus en profondeur" (cité par *Inprecor* no 152 du 6 juin 1983, p. 3).

Reagan se donne ainsi les moyens militaires d'engager une guerre nucléaire en Europe au cas où l'impérialisme le jugerait nécessaire et possible sur le plan politique. De plus, le nouveau déséquilibre qui sera introduit par ces missiles accentue considérablement le risque d'un "accident" dû au raccourcissement extrême des délais impartis aux dispositifs d'alerte avant que ne soit déclenchée une riposte nucléaire. Il faudra moins de cinq minutes à un missile Pershing II pour atteindre l'Union soviétique au lieu des vingt-cinq minutes mises par un missile intercontinental tiré des Etats-Unis.

Le déploiement des missiles doit être situé dans le contexte de l'offensive générale de l'impérialisme nord-américain marqué tout à la fois par la relance de la course aux armements à grande échelle et par ses interventions contre-révolutionnaires en Amérique centrale et au Moyen-Orient. De plus, il y a un lien indissociable entre la militarisation et la politique d'austérité, l'une et l'autre mises en œuvre conjointement par les divers gouvernements capitalistes. On le voit concrètement en Suisse.

C'est dire que le mouvement pour la paix dispose, même s'il ne les utilise pas encore aujourd'hui, de possibilités pour élargir son combat, jusque dans les rangs du mouvement ouvrier organisé, politique et syndical. Cela implique évidemment que les composantes essentielles du mouvement pacifiste commencent à réfléchir sur le lien entre la lutte contre les missiles US, la lutte pour la défense des acquis sociaux et la lutte contre la relance des dépenses pour l'armement conventionnel. Cette politique formant un tout, c'est à l'ensemble de ses éléments constitutifs qu'il faut s'opposer, inconditionnellement.

Bien entendu, à ces problèmes s'ajoute, et cela complique les choses, tout le problème des rapports Est-Ouest. Cela à l'heure où des mouvements pour la paix, indépendants de la bureaucratie, apparaissent en Europe centrale, interpellant directement les mouvements d'Europe de l'Ouest.

L'attitude à adopter vis-à-vis des pays de l'Est et de leurs mouvements pacifistes est le plus difficile problème posé au mouvement occidental. Depuis un certain temps la bureaucratie a fait plusieurs propositions dans le cadre des négociations; des dirigeants de l'Europe de l'Est ont insisté sur l'importance d'une réduction rapide des dépenses militaires. Ces efforts faits en vue du désarmement s'expliquent, non par un simple machiavélisme de grande puissance, mais bien par le fait que l'effort économique que suppose la poursuite de la course aux armements dans le sillage de l'impérialisme américain est devenu pour la bureaucratie un fardeau extrêmement lourd.

Or, malheureusement pour elle cette nouvelle offensive en faveur du désarmement n'est pas très crédible. D'abord, en raison de l'envers immédiat de sa politique, faite de répression des mouvements pacifistes indépendants, tandis que les mouvements officiels sont réduits à un rôle de simple faire-valoir. Ensuite, il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas très longtemps encore la bureaucratie affirmait que la guerre nucléaire était gagnable. Enfin, au-delà de ses propositions progressistes de négociations, la bureaucratie reste fondamentalement attachée au "statu quo" avec l'impérialisme, ce qui permet à ce dernier de poursuivre à sa guise son effort de surarmement.

L'ensemble de ces questions jouent et vont jouer dans le cadre des débats et controverses qui traversent aujourd'hui le mouvement pour la paix.

A. Meylan

Droit d'asile :

Signez la pétition !

Une pétition contre le droit d'asile selon Saint-Friedrich vient d'être lancée par le Comité suisse pour la défense du droit d'asile. Nous soutenons évidemment activement cette pétition. En même temps, 111 organisations (dont le PSO, les JSR, les POCH, le PSA et le PdT) ont adressé, dans le cadre de la procédure de consultation, une lettre ouverte au Conseil fédéral. Cette lettre souligne, entre autres, la discrimination ouverte subie par les réfugiés provenant de pays occidentaux.



Interfoto

De 1978 à 1982, 17 541 demandes d'asile furent déposées, 5 431 acceptées. 66,6 o/o des demandes acceptées concernent des réfugiés provenant d'Europe de l'Est. Si l'on y ajoute celles des réfugiés provenant d'Afghanistan, d'Ethiopie et d'Indochine, on arrive même à 76,8 o/o des demandes acceptées. Moins d'un quart donc de ceux qui obtiennent l'asile en Suisse sont des réfugiés de dictatures pro-occidentales.

Parmi les demandeurs d'asile, les réfugiés en provenance de pays occidentaux forment le 45,5 o/o. Ils ne sont plus que 23,2 o/o à obtenir ce droit. Même en matière de politique d'asile, la Suisse n'est pas neutre ! Et cette politique scandaleuse se mène depuis des années en présence d'un conseiller fédéral social-démocrate, responsable de la politique étrangère...

La situation la plus difficile est réservée aux Turcs et aux Kurdes. Ils représentent le 12,2 o/o des demandes, mais seulement le 0,2 o/o des requêtes acceptées. Des 2 137 Kurdes et Turcs ayant déposé une demande d'asile, seuls 16 furent acceptés. En ce qui concerne les Polonais, les chiffres respectifs sont de 1922 et 704. Les autorités fédérales estiment-elles donc que la dictature des généraux turcs est 50 fois moins répressive que celle de Jaruzelski ?

Protestez toutes et tous contre ce scandale, signez et faites signer la pétition ci-dessous ! (Les pétitions peuvent être obtenues auprès du Comité suisse pour la défense du droit d'asile, case postale, 4002 Bâle, ou à l'adresse des sections du PSO.)

POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE D'ASILE

La Suisse est considérée dans le monde entier comme un pays neutre, sans dictature politique et où les droits de l'homme sont respectés.

Le nombre de réfugiés augmente actuellement dans le monde entier.

Ceci n'est pas le fait du hasard. En effet, dans un nombre croissant de pays on répond aux revendications de justice, de progrès social et économique par une oppression massive qui est en partie le fait de dictatures militaires brutales. On dénombre aujourd'hui globalement 15 millions de réfugiés dans le monde.

En 1982, il y avait en Suisse environ 43 000 réfugiés. En 1982, 7 135 personnes ont déposé une demande d'asile, mais la même année, seulement 655 demandeurs ont obtenu une réponse positive (ceci représente le plus faible nombre d'octrois d'asile depuis 12 ans). Actuellement 8 000 demandes sont en suspens, 8 000 personnes sans perspectives qui misent sur la Suisse et sa renommée humanitaire. Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire que la Suisse soit digne de cette renommée. Etant donné la situation dramatique des réfugiés à l'échelle mondiale, on ne peut affirmer sérieusement que la Suisse soit trop sollicitée. C'est pourquoi il faut empêcher la détérioration de la politique d'asile et la révision de la loi sur l'asile qui ont pour unique but une diminution du nombre de réfugiés en Suisse et qui entraînent pour les refoulés et les expulsés des conséquences inhumaines.

Nous nous opposons à la révision de la loi sur l'asile

- parce qu'elle attaque le principe de l'universalité du droit d'asile : l'accueil d'une personne persécutée ou menacée ne doit pas dépendre de critères raciaux, culturels ou idéologiques,
- parce qu'elle revient à se soumettre aux pressions politiques visant les réfugiés,
- parce qu'elle permet à l'Office fédéral de Police de refuser des demandes d'asile sans entendre les intéressés,
- parce qu'elle ne garantit plus aucune possibilité sérieuse de recours contre des refus d'octroi de l'asile et qu'elle concentre le pouvoir décisionnel en matière

de droit d'asile dans les mains d'une instance de police,

— parce qu'elle envisage de nouvelles compétences décisionnelles pour les instances de polices cantonales avec tous les risques d'arbitraire qui peuvent en découler,

— parce que le renvoi des demandeurs d'asile est singulièrement facilité si le refus d'une demande est couplé avec une disposition de renvoi,

— parce que la restriction du droit de chercher du travail entraîne pour les demandeurs d'asile des conditions de vie indignes et les soumet de façon accrue et indésirable à l'assistance sociale,

— parce que l'ensemble des modifications prévues constitue une aggravation des atteintes au droit d'asile,

— parce que la révision s'oppose aux principes des droits de l'homme internationalement reconnus.

C'est pourquoi nous demandons :

1. L'abandon de la détérioration prévue de la loi sur l'asile.
2. Une véritable politique d'accueil et d'asile,

prévoyant notamment :

- le droit d'asile pour tous les demandeurs menacés de persécution dans leur pays d'origine
- l'impossibilité de refouler des demandeurs d'asile
- aucune contrainte de visa envers les pays d'origine des réfugiés et la suppression immédiate du visa pour les ressortissants turcs
- un appel du Conseil fédéral en faveur d'une solidarité active de la population, des cantons et des communes envers les réfugiés du Tiers Monde, comme cela avait été le cas pour les réfugiés hongrois, tchécoslovaques et vietnamiens
- le renoncement à tout soutien économique et politique de régimes dictatoriaux tels que ceux sévissant en Turquie, au Chili, au Zaïre, etc.

Le Parti socialiste vaudois face à la crise :

Quand ça balance...



La crise, comme la politique d'austérité et l'offensive de l'Entente vaudoise placent le Parti socialiste vaudois (PSV) dans une situation inconfortable : il lui faut soit baisser le ton, en s'intégrant toujours plus à cette politique gouvernementale radicale-libérale; soit chercher à se démarquer à gauche, quitte à subir les assauts de la droite. Dans tous les cas, du point de vue électoral, il est perdant. Et l'on connaît l'extrême "sensibilité" des notables socialistes face au thermomètre électoral ! Les réponses données, dans une telle situation, varient que l'on soit notable, parlementaire, militant ou conseiller d'Etat, que son emploi dépende ou non du partage du gâteau de la gestion de l'Etat entre les partis gouvernementaux. D'où des politiques contradictoires entre les sections du PSV, des prises de positions publiques "rassurantes" ou "agressives", selon les intérêts en cause.

Où il devient difficile de ménager la chèvre et le chou...

* Lors de la dernière session du Grand Conseil, on a vu le conseiller d'Etat socialiste M. Duvoisin, porte-parole de la majorité bourgeoise, défendre le paquet d'économies, entre autres la remise en cause du système de réajustement de salaire pour les travailleurs de la fonction publique. A l'opposé, les militants du PSV dans la section syndicale SSP/VPOD Vaud-Etat rejettent ces mesures d'austérité qui s'attaquent aux acquis des travailleurs du secteur.

* Après la grève de Matisa et les vagues de licenciements (SIM, HPI, Autologic), le comité directeur

du PSV avait adopté un document sur la situation économique aux propositions très "avancées", préconisant notamment la nécessité pour obtenir "la république dans l'économie" d'"une grève générale politique de deux heures". La section d'Yverdon (PSY) du PSV ne fait pas preuve — et de loin pas ! — d'une telle combativité. Elle clai-ronne son appui à la politique menée par la FTMH à Hermès Précisa (HPI), celle des départs volontaires, et elle se dissocie par voie de presse de l'assemblée publique organisée par le comité de défense de l'emploi pour agir contre les licenciements. Il y a peu, elle exclut une militante du PSV "en corrélation avec l'échec de la tentative du PSO de mobiliser

le PSY dans l'affaire HPI", selon le compte rendu fait par le Journal d'Yverdon.

* Lors de son dernier congrès la direction du PSV refuse un apparentement avec toutes les forces de gauche (POP, Alternative démocratique, PSO). Le débat est animé. En arrière-fond, la nécessité et l'utilité d'un front commun de toute la gauche face à l'offensive de l'Entente bourgeoise. La gauche du PSV perd la bataille. De peu, et encore, après des interventions appuyées de notables, un premier vote gagnant et une suspension de séance...

La crise et ses conséquences mettent donc à l'ordre du jour dans le PSV une discussion sur son orientation politique. Non pas, en termes idéologiques, abstraits, mais très concrètement sur le terrain, dans l'action politique et syndicale. Pour suivre la politique de collaboration à tout crin avec les partis du patronat au Conseil d'Etat en liant ainsi — plus encore — les mains aux salariés ou s'engager dans une politique ouvrière offensive pour riposter à la crise ?

Ceux et celles qui veulent agir aujourd'hui contre la politique bourgeoise, qui cherchent à lui opposer un front de résistance, ont tout à gagner à ce que le PSV s'engage résolument et dans les faits dans une voie plus combative.

J.-M. Dolivo

Nouvelle initiative de l'Action nationale :

REBELOTE XÉNOPHOBE

La politique de l'Action nationale est non seulement dange-reuse, elle est aussi maligne. Début mai, ce parti d'extrême-droite a décidé de lancer le 1er septembre, soit deux mois avant les élections nationales, une nouvelle initiative xénophobe. Son contenu a de quoi en faire frémir plus d'un.

La population totale de la Suisse doit, selon cette initiative, être ramenée de 6,4 millions de personnes à 6,1 millions grâce aux mesures suivantes :

* Le nombre des étrangers nouvellement établis en Suisse chaque année doit être inférieur à celui des étrangers ayant quitté le pays durant la même période;

* Le nombre des frontaliers, qui aujourd'hui n'est pas contingenté, doit être réduit;

* Les travailleurs saisonniers ne doivent plus avoir la possibilité d'obtenir des permis annuels;

* Les délais pour passer du permis de séjour à celui d'établissement doivent être prolongés;

* Les réfugiés accueillis dans le pays doivent être englobés dans le contingent des étrangers.

Le poids de cette nouvelle offensive de division vient du fait qu'elle porte sur un des points faibles de la politique à l'égard des étrangers de toutes les grandes organisations politiques et syndicales. En effet, des partis bourgeois aux sociaux-démocrates, tous reconnaissent la nécessité d'une stabilisation de la population étrangère, souvent du reste au nom de motifs peu avouables (intérêt à la division des travailleurs, nationalisme, collaboration de classes, électoralisme).

La pression de la proposition de

l'Action nationale sera donc d'autant plus grande qu'elle poursuit le même but. La seule différence étant que l'Action nationale revendique ouvertement les mesures pratiques qui permettent de l'atteindre. Les milieux xénophobes soutiennent donc l'Action nationale, à leurs yeux seule force politique conséquente; les milieux politiques et syndicaux sont paralysés, puisque la proposition de l'extrême-droite ne fait que révéler le vrai visage de leur propre politique à l'égard des immigrés.

Nous n'avons aucun intérêt à observer passivement ce jeu malsain. Nous devons contrer l'Action nationale dès la récolte de signatures et durant les élections nationales. Nous appelons l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques, suisses ou immigrées, à une campagne commune contre la politique de division de l'extrême-droite. Car le prix de cette manœuvre sera payé non seulement par les immigrés, mais par tous ceux qui travaillent en Suisse. La principale bénéficiaire de la réussite de l'opération ne serait pas d'abord l'Action nationale, mais bien la bourgeoisie et son offensive contre nos conditions de vie et nos acquis sociaux.

U. Faucher

Sommet de Williamsburg :

Sept brigands se sont réunis dans la petite ville américaine de Williamsburg. Malgré leurs divergences quant à la distribution du magot de leurs rapines, ils ont décidé de poursuivre leur guerre économique, politique, sociale et militaire contre les peuples du globe. Voilà le seul résultat tangible de la réunion des sept chefs d'Etat et de gouvernement des pays capitalistes les plus importants (Etats-Unis, Japon, Italie, République fédérale allemande, Grande-Bretagne, Canada et France).

Quoique leur autorité ne soit plus aussi assurée que par le passé, les Etats-Unis continuent à être le chef de bande. Pour imposer leur loi, ils peuvent s'appuyer, par exemple, sur le fait que la moitié du capital industriel européen, soit 80 milliards de dollars, est contrôlée par des firmes américaines.

Il n'est donc pas surprenant que la ligne de Reagan ne soit imposée, d'autant plus qu'elle comptait de farouches partisans, comme Kohl (Allemagne fédérale) ou Thatcher (Grande-Bretagne).

La déclaration commune en matière de politique économique insiste donc sur la nécessité de mettre en œuvre une orientation analogue à celle qui est pratiquée à Washington.

Les sept mercenaires de l'impérialisme

ou à Londres : "Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses". Ce qui signifie en clair : réduction des dépenses sociales, baisse du niveau de vie de la population laborieuse, restructurations industrielles et licenciements. C'est ainsi que l'OCDE — un organisme économique regroupant 24 pays capitalistes — prévoit plus de 35 millions de chômeurs dans ses pays membres l'an prochain. C'est donc bien la poursuite, au niveau international, d'une politique anti-ouvrière qui a été réaffirmée à Williamsburg.

Autre point d'accord, tout aussi dangereux pour les salariés : l'accélération et le développement des préparatifs guerriers. Sans ambiguïté aucune, la déclaration commune des Sept appuie "les déploiements prévus des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983". Les "systèmes américains", ce sont bien entendu les missiles Pershing II et Cruise. Mais la déclaration va plus loin encore en expliquant que "la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale". Cela signifie simplement que du Pacifique au rideau de fer, il n'y a qu'un seul théâtre d'opération pour l'impérialisme ; les opérations militaires et contre-révolutionnaires seront donc de plus en plus coordonnées et unifiées, sous la houlette américaine. En outre, Reagan ayant toujours justifié la politique agressive des Etats-Unis en Amérique centrale par la mise en danger de leur "sécurité", il n'est pas difficile d'en conclure qu'une telle déclaration servira à garantir un soutien plus ferme de ses alliés occidentaux à cette politique.

Troisième volet de l'entente générale réalisée à Williamsburg : continuer l'exploitation systématique des pays du Tiers Monde. Que les peuples de ces pays soient frappés de plein fouet par la crise économique ; que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation) estime qu'il y a aujourd'hui, dans les pays dépendant de l'économie capitaliste, 435 millions de personnes souffrant de "malnutrition grave", tout cela n'a nullement troublé la digestion des sept repus de Williamsburg. Ils ont simplement souligné la nécessité de "maintenir l'ouverture des marchés" et leur crainte de l'endettement gigantesque de certains pays.

La crise, la guerre et la faim : trois balafres sur la face hideuse de l'impérialisme, dont la politique menace des centaines de millions de travailleurs de par le monde.

Eric Peter

Guatemala, Honduras, Costa Rica :



Rios Montt



... et son armée de guerre civile.

La violence systématique d'un ordre décadent

En août dernier, je me trouvais au Guatemala. Avec un ami journaliste, je voyageais de Cabahon à Guatemala City. Le paysage était montagneux et assez spectaculaire. Plus personne ne voyageait au Guatemala à cause de la guerre.

La route était vide, l'air était frisquet ; il y avait une atmosphère assez sinistre. A mi-chemin nous nous sommes arrêtés dans une auberge. Six personnes entrèrent en riant et en criant presque hystériquement.

Alors qu'ils s'asseyaient, je remarquai que l'un d'eux portait une grenade à la ceinture. Tous ces hommes étaient lourdement armés. Leur conversation nous révéla qu'il s'agissait de militaires habillés en civil. C'était un "escadron de la mort" qui revenait d'une opération.

Cet incident me fit penser au rapport entre la violence individuelle et la violence de l'Etat en Amérique centrale. Les Etats-Unis affirment qu'il s'agit de la violence de quelques "extrémistes". En fait, en Amérique centrale aujourd'hui, il s'agit de la violence d'un ordre décadent. Le gouvernement Reagan s'est engagé dans une solution militaire en Amérique centrale ; toute sa politique depuis janvier 1981 a été dirigée vers ce but.

Les objectifs de Reagan dans les trois pays

Les objectifs poursuivis par Reagan depuis son arrivée au pouvoir sont :

- * le renversement du gouvernement sandiniste. A l'avant-garde de cette politique se trouve le Honduras.
- * la restauration de l'influence militaire américaine au Guatemala.
- * la solution du conflit entre le Guatemala et Belize, afin d'assurer la possibilité d'établir des bases US au Belize.
- * l'adhésion du Costa Rica aux intérêts nord-américains et le réarmement de ce pays.

Le but général de cette politique est de pacifier la région et de recréer l'alliance militaire régionale (CONDECA) qui existait dans les années soixante en intégrant à cette alliance le Guatemala, le Honduras et l'armée salvadorienne.

Cette stratégie va de pair avec une offensive militaire et de propagande. Durant le voyage de Reagan en décembre dernier, il rencontra le général Rios Montt au Honduras, et quelque temps après on apprit que les livraisons d'armes au Guatemala avaient été reprises.

Le gouvernement US doit convaincre les membres du Congrès américain (parlement) que des progrès sont faits sur le chemin de la "paix" et de la "démocratie". La pression américaine pour la tenue d'élections au Honduras en novembre 1981, les élections au Salvador

en mars 1982 répondaient à cette préoccupation, comme la formation de la Communauté démocratique centro-américaine en janvier 1982. Cette organisation a disparu mystérieusement quand le Guatemala la rejoignit, pour être remplacée en octobre par une autre organisation, le Forum pour la paix et la liberté.

Toutes ces organisations sont des aspects politiques de ce qui est essentiellement une stratégie militaire. Dans cette stratégie le Honduras est militairement le pays-clé et le Costa Rica l'est politiquement.

Honduras : le porte-avion de Reagan

Aujourd'hui au Honduras, le vrai pouvoir est dans les mains des militaires. Même avant les élections présidentielles de novembre 1981, les candidats des partis Libéral et National avaient passé un pacte avec les militaires afin d'assurer que le vrai pouvoir de nomination des membres du gouvernement et le contrôle de la sécurité intérieure soient dans les mains des militaires.

Les forces armées ont renforcé leur contrôle sur les principaux secteurs de la vie économique et politique. Le général Alvarez est la véritable source du pouvoir dans ce pays aujourd'hui. La raison de sa promotion de colonel à général réside dans les pressions insistantes de l'ambassadeur US au Honduras, John Negroponte.

Le renforcement de l'armée et le rôle d'Alvarez correspondent à l'opinion des Etats-Unis qui esti-

ment que les gouvernements de la région ont agi trop tard pour faire face à la montée du mouvement populaire.

Un aspect de la politique d'Alvarez est de décapiter ce mouvement en assassinant ses dirigeants. L'année dernière il y eut plus de 100 "disparus". La plupart d'entre eux étaient des dirigeants paysans et syndicaux.

Durant la dernière année le mouvement populaire au Honduras ne s'est pas beaucoup développé, essentiellement à cause des illusions à propos du gouvernement du Parti libéral. Mais cela commence à changer. L'année dernière il y eut une grande grève des enseignants, dont le syndicat est l'un des plus radicaux. En janvier, il y eut une grève de plus de 50 000 travailleurs de San Pedro pour protester contre le licenciement de 48 travailleurs du secteur public.

Ce sont là des exemples du développement de la radicalisation du mouvement populaire, sous le coup des événements dans les autres pays d'Amérique centrale.

La feuille de vigne démocratique du Costa Rica

Le Costa Rica est entraîné dans le camp de Reagan par la crise économique. Le chômage a augmenté de 6 0/0 en 1980 à 15 0/0 en 1982. La dette extérieure s'élève à 4 milliards de dollars, un chiffre qui, par tête d'habitants, est l'un des plus élevés du monde. Les sévères mesures d'austérité ont augmenté les tensions sociales. L'année dernière il y eut des grèves importantes parmi les travailleurs des plantations de bananes et des services publics. Reagan veut utiliser le Costa Rica dans sa stratégie régionale car ce pays dispose d'une tradition "démocratique". Officiellement l'armée du Costa Rica a été abolie en 1948, mais durant les dernières années on a assisté à une forte augmentation dans son appareil de sécurité, sous la pression américaine. Reagan a fourni une aide pour "protéger" le pays contre le Nicaragua et Israël va installer une barrière électrifiée pour la frontière. La perspective est cependant celle d'une augmentation des conflits sociaux et politiques au Costa Rica.

Jenny Pearce
(auteur de *Under the Eagle*)

La Brèche : On assiste actuellement en Afrique à un développement de la faim, à un développement du sous-développement, à une exploitation toujours plus féroce. Quelles responsabilités portent, à votre avis, les démocraties occidentales ou autrement dit les pays impérialistes dans cette évolution ?

Mongo Beti : C'est une question souvent débattue; je me souviens même avoir participé à une émission de télévision — c'était *Droit de réponse* de Michel Polac — sur cette question de la responsabilité du développement de la faim en Afrique. Il y avait un Français, dans cette émission, qui avait un peu voyagé en Afrique et qui expliquait que la responsabilité de la faim, de la mauvaise gestion, de tout cet engrenage, revenait aux Africains eux-mêmes. Selon lui, la faim était le produit d'un type d'organisation sociale qui implique l'irresponsabilité, le laisser-aller. Bref, les Africains étaient des incapables. C'est généralement ce que les gens pensent ici; ils le disent ou ils ne le disent pas, mais enfin ils pensent que si nos pays sont en proie à la famine, c'est la faute des Africains eux-mêmes.

Je ne peux pas m'étendre longuement sur la question, qui comporte des aspects techniques, historiques, économiques, etc. Mais ce qu'il faut savoir c'est que, de manière évidente, dans l'Afrique de nos ancêtres, les gens n'avaient pas faim. Ils étaient organisés de façon à former des petites communautés, bien intégrées dans leur environnement. Il y avait un système d'échanges avec l'environnement qui faisait que le poisson ne manquait jamais, qu'il y avait toujours du gibier et quand la sécheresse venait, les gens faisaient sécher la viande pour la conserver. Un système de conservation peut-être pas très sophistiqué, mais efficace. C'est exactement ce qu'il leur fallait pour survivre.

D'où vient la faim alors ? Elle vient de ce que cet équilibre entre les populations et leur environnement a été rompu. Ce ne sont quand même pas les populations qui l'ont volontairement rompu ! Ce ne sont pas elles qui ont créé des routes, des aéroports, qui ont desséché les rivières, qui les ont polluées. C'est donc un facteur extérieur qui est à l'origine de la faim.

Deuxième phénomène : les Africains ont été dépossédés, physiquement et moralement, de leur environnement, de leur initiative surtout. Cette situation est caricaturale en Afrique du Sud, où nous voyons les Noirs entassés dans des réserves exiguës, alors que le reste est pris par le conquérant, par l'occupant. Mais si cette situation est caricaturale en Afrique du Sud, elle existe quand même partout ailleurs. Qui a construit les grandes villes ? Est-ce que l'on a demandé aux populations la permission de construire des grandes villes sur leur terrain ? Qui leur a pris leurs mines, leurs ressources ? Qui a accaparé les grandes plantations dans lesquelles on cultive de l'hévéa, de la banane ? Tout cela, c'est autant de terrains dont les Africains ne disposent plus, sans compter l'initiative, c'est-à-dire l'aspect moral et psychologique de la question.

Il me paraît donc absolument évident que la faim vient d'abord d'une intrusion extérieure.



Mongo Beti, écrivain camerounais en exil.

Ecrivain, responsable de la revue *Peuples noirs — Peuples africains*, Mongo Beti est ce que l'on pourrait appeler un "nationaliste de gauche". Son œuvre la plus connue, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*¹ fut d'abord interdite à la vente en France, alors que les autorités tentaient de retirer au Camerounais Mongo Beti sa nationalité française, ce qui aurait signifié son expulsion dans les plus brefs délais.

Main basse sur le Cameroun dénonçait en effet courageusement les effets de la politique néo-coloniale de la France et l'attitude colonialiste et raciste de la presse dite d'information. Depuis lors, Mongo Beti poursuit avec vigueur cette dénonciation salutaire dans les colonnes de *Peuples noirs — Peuples africains*. Nous avons profité de son passage à Lausanne pour nous entretenir avec lui.

Afrique noire :

"Il y a si longtemps que l'Afrique est pillée, aliénée"

* ENTRETIEN AVEC MONGO BETI

1. Parue en 1972 et rééditée en 1977 chez Maspero.

* **Jouons l'avocat du diable : les pays africains sont pourtant indépendants depuis une vingtaine d'années ?**

— Voilà ce que l'on me répond effectivement. Mais vingt ans, qu'est-ce que c'est dans la vie d'un peuple ? Même si c'était vrai qu'ils aient été indépendants depuis vingt ans, les séquelles d'une longue occupation sont lentes à disparaître. Donc, si je reprends la question, au vu de l'évolution historique, c'est l'Occident qui a créé la faim et qui, par l'exploitation actuelle, la maintient. Ainsi de nombreuses ressources des pays africains sont exploitées à l'insu des populations. Il n'y a pas d'informations, surtout en Afrique francophone. Donc un Etat, une multinationale peuvent faire n'importe quoi dans ces pays sans que l'on sache exactement ce qui se passe. Si déjà ici Hoffmann-La Roche peut faire preuve de la désinvolture que vous savez, alors imaginez la même Hoffmann-La Roche dans un pays comme le Cameroun ou le Zaïre...

* **Vous pourriez donner un exemple précis de tels agissements ?**

— Je donne toujours le même exemple, parce qu'il est le plus frappant, le plus connu et que l'on ne peut pas le réfuter. Elf-Aquitaine, société pétrolière française, exploite le pétrole à l'insu des populations camerounaises. Il y avait des rumeurs qui couraient disant qu'il y avait du pétrole au Cameroun et qu'Elf-Aquitaine exploitait ce pétrole, mais personne n'en savait rien officiellement. Moi qui suis Camerounais, la première information réelle, chiffrée, incontestable et irréfutable que j'ai eue sur la question, je l'ai trouvée dans un journal américain, le *Wall Street Journal*, en 1981. Un journaliste, apparemment très compétent et qui avait été au Cameroun, disait que ce pays avait reçu, en guise de "royalties" et par le truchement de son président, l'équivalent d'un milliard de dollars pour l'année 1980. C'était la première fois que l'on avait une information à ce sujet. Maintenant il y a des informations plus ou moins officielles, chiffrées, qui circulent. Le guide de la revue *Jeune Afrique* fait état d'une donnée officielle de 6 millions de tonnes par an. Mais comment ce pétrole est-il payé ? Il est payé au président, pas à l'Etat camerounais, comme l'atteste le *Wall Street Journal* !

* **Vous avez mentionné l'indépendance récente d'un certain nombre de pays africains, en disant que vingt ans, c'est peu pour un peuple. Mais aujourd'hui on constate quand même une certaine faillite de la "voie africaine au socialisme", dont la Tanzanie avait été le modèle, ou prétendait l'être. Après la première vague des années soixante, celle des N'Kruma, des Sékou Touré, jugez-vous possible la relance de la lutte pour une véritable indépendance en Afrique ?**

— Une relance de la lutte est toujours concevable, elle est même probable. Il y a certainement eu une évolution des esprits. Il me semble évident qu'à la suite des échecs des premiers maquis — je connais un petit peu la question puisque le premier maquis réel, véritable, d'Afrique noire, c'était chez nous — il y a eu un certain découragement des masses, ou des leaders qui auraient pu entraîner les masses dans une nouvelle guerre de libération. Certaines catégories sociales ont alors pu penser qu'il valait mieux faire l'économie des guerres et procéder à des transformations par des coups d'Etat, des révolutions de palais. Il y en a eu quelques-unes récemment, notamment en Haute-Volta. Mais je pense que les esprits sont de nouveau en train d'évoluer et de redécouvrir la nécessité de la guerre de libération au niveau du peuple.



Mineurs du cuivre zaïrois.

En ce qui me concerne, j'estime que c'est vers cela que l'on se dirige, vers une nouvelle radicalisation des luttes, seul instrument des populations pour gagner la guerre, pour s'émanciper. Ce que nous avons fait jusqu'ici, c'était un brouillon; c'est normal — quand même — qu'il y ait des échecs. L'Afrique a été dépossédée d'elle-même non seulement durant l'époque coloniale, mais même depuis l'époque de la traite des Noirs. Cela remonte au XVIII^e siècle, et, même avant, elle avait déjà lieu, avec les Arabes. Il y a longtemps que l'Afrique est pillée, vidée de sa substance, manipulée, aliénée; il est donc normal qu'il y ait eu des échecs. Ce qui serait anormal serait de déduire une fatalité de ces premiers échecs. Pour ma part, je ne crois pas à la fatalité de l'échec. Je pense que nous n'avons pas assez de ressources morales, collectives ou individuelles, pour faire la grande révolution que nos amis de l'extérieur attendaient, ou que beaucoup d'autres redoutaient.

Ces conclusions hâtives, qui consistent à dire : "ah, oui, les Noirs sont des incapables, vous voyez bien !...", viennent surtout de nos ennemis. Ce sont les ennemis des Noirs qui essaient, en gonflant ces échecs, d'accroître l'idée que nous sommes des incapables. Mais non, la réalité n'est pas telle. C'est comme un enfant qui a été trop longtemps tenu en tutelle, ou comme quelqu'un qui sort de prison : il a beaucoup de difficultés à s'adapter, mais par la suite, il s'adapte. Moi je pense que nous nous acheminons à nouveau vers des guerres, enfin plutôt des luttes de libération, qui seront peut-être des guerres, mais qui peuvent simplement être du type social, des grèves ou des choses comme ça.

* **Est-ce que vous pourriez donner un exemple, soit au Cameroun, soit dans un autre pays de l'Afrique francophone, de cette radicalisation des masses, de cette marche vers la confrontation que vous évoquiez ?**

— L'exemple que je donne est plutôt un exemple social. Le problème de savoir si l'on se trouve dans une nouvelle étape est plus difficile à régler, c'est plutôt une estimation subjective. Par contre, ce que nous pouvons voir de manière objective, c'est le mécontentement, l'impatience, le désespoir des populations, leur refus, qui peuvent se mesurer presque avec un thermomètre. Par exemple, il y a un phénomène extraordinaire au Cameroun en ce moment; c'est ce que l'on appelle le banditisme, l'insécurité. Le correspondant d'un journal anglais, le *West Africa*, qui décrivait ce phénomène faisait deux remarques : des crimes affreux sont commis au Cameroun — depuis d'ailleurs très longtemps — et ils ne cessent d'augmenter, malgré les moyens de police utilisés par l'Etat. D'autre part, cette criminalité est le fait de très jeunes gens, dans les villes. Ce sont des gens qui volent des cadres, des Blancs, dans les magasins.

Pour moi, il est important de remarquer que cette criminalité paraît être le fait d'une population "évoluée", de gens qui sont allés à l'école, qui ont obtenu leur brevet. Il y a même eu un cas où une espèce de gang était dirigé par une femme qui avait un doctorat universitaire. Cette criminalité, le gouvernement n'arrive pas à l'enrayer, parce qu'à mon avis elle est la réponse d'une population à un régime qui l'a frustrée de ses aspirations, qui l'a dupée, qui fait de la gabegie, qui est prostitué. A mon sens, de nombreux indices montrent qu'il se passe là quelque chose qui n'est pas simplement social. Il y a un message politique derrière cette criminalité. C'est du moins mon estimation.

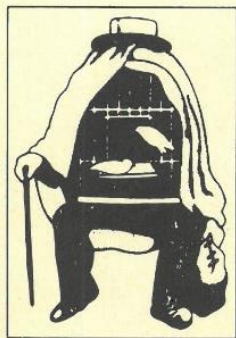
«Médecine et socialisme»

Médecine et socialisme. Politiques sanitaires en Suisse et dans les sociétés capitalistes avancées d'Alfredo Morabia¹ comble une lacune. En effet, il brosse un tableau de la médecine en Suisse et dans les pays capitalistes avancés, mais ne se contente pas de cela. Il pose ensuite les jalons pour une véritable médecine des travailleurs et indique les moyens que ceux-ci doivent se donner pour l'obtenir.

MEDECINE ET SOCIALISME

Politiques sanitaires en Suisse et dans les sociétés capitalistes avancées

Alfredo Morabia



EDITIONS D'EN BAS

«Marx fait déjà remarquer que 'le Capital ne fait aucun cas de la santé et de la durée de vie des travailleurs, à moins que la société ne le force à le faire' (...), car 'dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production (...)'» (p. 126) Cette phrase du Capital garde tout son sens à l'heure actuelle.

Que constate Morabia ?

— L'inégalité devant la maladie et la mort (les plus pauvres sont ceux qui hésitent le plus à se faire soigner et cotisent souvent pour les plus riches par le biais du système des caisses-maladie).

— La croissance des accidents du travail et des maladies professionnelles : «La Suisse semble se trouver presque toujours en tête quant au nombre des morts par accidents du travail.» (...) en ne se basant que sur les statistiques officielles on peut dire qu'il y a en Suisse plus de 900 accidents du travail par jour, un accident toutes les deux minutes, 500 morts par année, 160 000 blessés graves par année. Le coût annuel direct et indirect des accidents du travail est évalué à quatre milliards.» (p. 35)

— La finalité des systèmes sanitaires dans le capitalisme est la réparation. La prévention n'y joue qu'un rôle d'appoint. La médecine capitaliste ne met pas en cause l'incidence des nuisances (pollution, bruit, rythmes de travail, stress, etc.) sur la santé du travailleur et fait de la maladie un phénomène individuel et non social. D'où les médicaments antidépresseurs : «environ 52 500 dépressifs ayant interrompu leur travail ont pu le reprendre au total 1,5 million de jours

plus tôt qu'ils ne l'auraient fait sans médicament» (p. 25).

— Le système hospitalocentriste permet à un marché juteux de se créer. «L'Etat devient ainsi le principal client de secteurs comme la construction du bâtiment, les machines et appareils de précision, les produits pharmaceutiques et l'alimentation.» (p. 54) Et quand on sait qu'en Suisse le marché des médicaments, c'est les trusts Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche et Sandoz...

— Les corollaires de ce système hospitalocentriste : d'une part l'organisation scientifique du travail appliquée à l'hôpital au détriment des malades et du personnel soignant. «(...) pour laver les carreaux il faut vingt-six gestes chronométrés, cinquante secondes pour amener le chariot près de la vitre, trente secondes pour bloquer le chariot et monter, deux cents secondes pour nettoyer la vitre supérieure, etc.» ! (p. 90) D'autre part, une attaque aux droits et aux revendications des travailleurs hospitaliers en période de crise, ce que la bourgeoisie justifie par le mythe de l'explosion des coûts.

— Un autre mythe que Morabia balaie : celui de l'Etat social, car pour l'Etat la santé de l'économie passe avant celle des salariés !

Alors que faire ? quelle médecine ?

Les conquêtes sociales ont toujours été faites lors de poussées de radicalisation et de combativité des travailleurs, et cela dans le domaine de la santé aussi : à preuve la création du National Health Service en Grande-Bretagne et de la Sécurité sociale en France.

A travers l'histoire de luttes ouvrières en Italie dans les années soixante et soixante-dix, Morabia montre ce que pourrait être une médecine préventive, une médecine des travailleurs. Par exemple : «L'entreprise pétrochimique multinationale Montecatini Edison (Montedison), pollueur célèbre depuis le scandale des 'boues rouges', a connu des luttes très dures dont le thème était : 'la défense de la santé ne se délègue pas, mais s'autogère.'»

(p. 131) Et ce dans différentes entreprises, celle de la Montedison de Spinetta Marengo (Alessandria) et celle de Montedison-Castellanza où fut créé un «Groupe de prévention et d'hygiène du milieu» sous la direction du conseil d'usine, qui inspectait les ateliers en faisant des prélèvements aux heures et lieux choisis par lui.

Autre exemple : «Des ouvriers de Pesaro, en Italie, travaillant dans un atelier de collage du bois, ont remarqué par exemple que lorsqu'ils travaillaient sur des machines émettant des ondes électromagnétiques de haute fréquence ils ressentent une baisse de leurs désirs et capacités sexuels. (...) Les travailleurs se mirent alors en grève. Celle-ci fut surnommée en Italie la 'première grève pour l'amour'. Ils eurent gain de cause et la direction dut changer de machines.» (pp. 132-133).

De même : «Solidarność s'est d'emblée préoccupée des problèmes sanitaires. Une liste de revendications a été établie en 1980 (...)» (p. 164)

Une autre médecine, c'est donc un mouvement ouvrier et des syndicats combattifs. Et là l'histoire de la LAMA (Loi sur l'assurance maladie et accidents) et celle de l'AVS-AI en Suisse sont édifiantes : une véritable démonstration a contrario !

Une autre médecine, c'est aussi d'autres études de médecine et ce livre donne des éléments d'un nouvel enseignement de la médecine basé sur la pratique et l'expérience dans le milieu hospitalier et le milieu social.

C'est aussi «décentraliser la plus grosse partie des fonctions hospitalières au profit de petites unités sanitaires locales» (sauf certaines installations très spécialisées ou à coût élevé). «La décentralisation et l'autogestion des unités sanitaires peuvent permettre le transfert à l'ensemble de la population des instruments sociaux et culturels pour intervenir sur la programmation et le contrôle des activités sanitaires.» (p. 123)

Ainsi une véritable médecine préventive ne va pas sans le socialisme, c'est une médecine des travailleurs. Et la santé — ou la fin de l'aliénation — ne peut être qu'un reflet de l'harmonie entre l'individu et son milieu. «Ce livre veut donc surtout être un instrument qui ouvre un champ d'intervention sociale, plutôt qu'il ne clôt de problèmes, pour tous ceux et celles qui aspirent à devenir — comme le dit l'hymne 'sandiniste' — maîtres de leur histoire, architectes de leur libération.» (p. 17)

Edith Post

1. Editions d'en bas, Lausanne, 1983, 24 francs. En vente dans les bonnes librairies, dont la Librairie La Taupe, 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève (du mardi au vendredi de 17h. à 18h.) et 8, rue de la Plaine, 1400 Yverdon (mercredi de 13h.30 à 18h.30 et samedi 9h. à 12h.30).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

EN VRAC ET POUR L'ÉTÉ

MONTREUX Jazz Festival, 17e du nom, du 8 au 24 juillet, Casino, rens. : 021 / 63 71 45. Je vous annonce une soirée qui risque d'être mémorable : me 20 juillet, 20h.30 : BBFC (Bovard/Bourquin/Francioli/Clerc Quartet); Dollar Band "African Group"; Art Ensemble of Chicago.

Jazz Festival WILLISAU 83 (canton de Lucerne) : du je 25 au di 28 août. je 25, 20h. : Africa night : Xalam (9 musiciens du Sénégal, très très bien); Dudu Pukwana & Zila. ve 26, 20h. : Vinny Golia Trio; Henri Texier Quartet; Arthur Blythe Quintet. sa 27, 14h.30 : Musica Libera & Joe McPhee; Cecil Taylor Sextet — 20h. : Daunik Lazro Quartet; Gianluigi Trovesi Trio; Horace Tapscott Trio. di 28, 14h.30 : Karin Krog / John Surman; Odean Pope Trio — 20h. : Tony Coe / Chris Laurence / Tony Oxley; Mike Westbrook Orchestra (18 musiciens). Rens. : Jazz in Willisau, Postfach, 6130 Willisau, 045 / 81 27 31. Prix : le concert Fr. 26.—; tous les concerts : Fr. 120.—; camping gratuit.

Et sur vos écrans : L'Argent, de Robert Bresson (France, 1983) et Storia di Piera (L'Histoire de

Piera), de Marco Ferreri (Italie, 1983), magnifique film sur la femme, la famille et la période.

LA CHAUX-DE-FONDS

Théâtre de Beau-Site
ve 1er juillet, 18h., sa 2, 16h.30 : supplémentaires de Par-dessus bord, de Michel Vinaver, par le Théâtre Populaire Romand (TPR). 039 / 23 74 43.

LAUSANNE et VAUD

CPO, Croix d'Ouchy
du 19 au 25 juin, semaine des réfugiés. lu 20 juin : soirée asiatique et afghane. ma 21 : soirée argentine, Los Matreros. me 22 : soirée roumaine, Jean Visan, Csardaz. je 23 : soirée africaine, Sahraoui Chaid El Ouali, Black White. ve 24 : soirée chilienne, Mission Chili, José Barrense-Dias. sa 25, Ouchy, Place des Marronniers, de 15h. à 24h. : Journée nationale du réfugié. Avec Black White & Sun Love; Folk turc Kenan Yanar; Pham Minh, danses et chants vietnamiens; Folk bolivien Los Cajili Chaskas; Krysia Nehring (danse, Pologne); Folk chilien Sabor Latino; Marek Mogilewicz (Pologne); Folk Csardaz; Folk portugais.

Aula du Collège de NYON
sa 2 juillet, 19h. : Gateway (John Abercrombie, guit.; Dave Holland, basse; Jack de Johnette, bat.). A Rive, festival 8 et 9 juillet, gratuit. 022 / 61 73 18.

Musée d'ORBE, 23, rue Centrale
du sa 25 juin au me 28 septembre, me, sa et di de 15h. à 18h. : photographies sur plaques de verre de S.W. Poget (faites entre 1898 et 1938).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
20h.30. ve 24, sa 25 juin : Hellzapoppin, de H.C. Potter (USA, 1941). ma 28, me 29 : Lolita, de S. Kubrick (GB, 1962). ve 1er, sa 2 juillet à 20 h. : Parsifal, de J. Syberberg (RFA, 1982). ma 5, me 6 : Accatone, de P. P. Pasolini (Italie, 1961).

GENÈVE Jardin des Crottes
à 20h.30. me 22 juin : Magnoni/Demierre Duo. je 23 : Orange. ve 24 : Pervers (rock). sa 25 juin : Chevrolet Quartet. di 26 : Mindanao. me 29 : Ministres communistes (rock). je 30 : Amalys. ve 1er juillet : Alain Monnier Trio. sa 2 : Big Band AMR. di 3 : Aeschlimann/Pachner/Ikenazene Trio.
Et tout l'été : Arts japonais à Genève. Ali Bi

l'événement

Pologne :

"PARTOUT Solidarność ESSAIE DE CONTRER LE POUVOIR."



Manifestation de masse de Solidarność lors de l'enterrement de l'écolier Przemyski, tué par les "zomos" lors du 1er Mai.

* ENTRETIEN AVEC UN MEMBRE DES JSR, DE RETOUR DE POLOGNE.

A l'Université de Lausanne, la solidarité avec Solidarność a commencé bien avant le coup d'Etat du 13 décembre 1981. Lorsque la répression s'est abattue sur les militants de Solidarność, une pétition demandant le jumelage de l'Université de Lausanne avec celle de Wrocław (d'où venait un boursier polonais qui après son séjour à Lausanne fut condamné à trois ans et demi de prison par Jaruzelski) fut lancée par le Groupe d'action "Solidarité", à l'initiative de militants des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR). Cette pétition demandait en outre l'envoi d'une délégation en Pologne pour enquêter sur les conditions de détention des syndicalistes et d'étudiants de l'Université de Wrocław. Elle fut signée par plus de 1 600 étudiants.

Après ce premier succès, une deuxième pétition fut lancée, demandant la libération et la réintégration de neuf étudiants polonais. A la surprise générale, une délégation de professeurs et d'étudiants lausannois put effectivement se rendre à Wrocław. Dans ses rangs, un militant des JSR et du PSO, que nous avons rencontré.

La Brèche : Tu reviens d'un bref séjour en Pologne. A ton avis, quelle est la situation dans le pays ?

Sylvain Groux : La première chose que l'on constate, c'est l'échec de la "normalisation". D'abord le pouvoir est incapable d'acheter matériellement la tolérance, l'indulgence des travailleurs. Il ne peut monnayer l'état de guerre contre une amélioration de leur niveau de vie, par exemple. Vu la crise que connaît le système, l'inflation est très élevée, de l'ordre de 200 à 300 o/o. Une paire de chaussures coûte 3 000 zlotys, alors que le salarié moyen gagne environ 9 500 zlotys par mois; une chemise de bonne qualité vaut 1 500 zlotys; la viande et les légumes sont extrêmement chers, etc.

*** Quels sont les effets politiques de ces difficultés matérielles ?**

— C'est contradictoire : d'une part cela attise le mécontentement des gens, qui en ont vraiment ras-le-bol de la junte militaire; mais d'autre part, ils se retrouvent noyés sous une série de préoccupations matérielles, immédiates. Les premiers rapports que j'ai eus avec des Polonais tournaient tous autour de questions matérielles, du genre prix des chaussures et des chaussettes en Occident !

*** Tu penses que le régime de Jaruzelski ne peut pas acheter ne serait-ce que l'indifférence d'une partie des travailleurs ?**

— C'est tout le problème des nouveaux syndicats. Partout nous avons pu constater leur échec total. Ainsi dans une entreprise de matériel électrique à Wrocław, qui compte 4 à 5 000 travailleurs, les nouveaux syndicats pro-gouvernementaux rassemblent environ 300 personnes. C'est-à-dire les cadres, les directeurs techniques, etc. Le parti — le POU — a essayé d'acheter des travailleurs en offrant une prime aux contremaîtres qui s'inscrivaient dans ces nouveaux syndicats. Une soixantaine l'a fait. Le lendemain, leurs habits et — pour ceux qui en avaient une — leur voiture étaient entièrement recouverts de peinture. Les frais de remise à neuf et de remplacement sont évidemment bien plus élevés que la prime...

Le régime est donc dans un cercle vicieux : tant qu'il n'a pas assez de ressources, il ne peut améliorer la situation matérielle des gens et pour pouvoir obtenir ces fonds, il lui faudrait bénéficier d'un minimum de confiance de la part des travailleurs, ce qu'il n'a pas. Il reste donc coincé dans l'état de la dette extérieure et de son remboursement. Je donne un exemple : l'usine "Berliet" (4 000 travailleurs) fabrique des bus sous licence française; mais la maison-mère, en France, s'est réservée la production de pièces essentielles du bus. Après le coup d'Etat, la production a évidemment chuté, les travailleurs s'en désintéressant complètement; d'où une exportation moindre, donc moins de devises, donc moins de possibilités pour l'entreprise polonaise d'ache-

ter les pièces produites en exclusivité par Berliet-France. Résultat : l'usine qui est prévue pour produire 5 000 bus par an n'en produit que 1 500. C'est, si tu veux, un exemple chiffré du fantastique discrédit politique et moral du régime de Jaruzelski en Pologne.

*** Mais qu'en est-il d'une autre facette de la "normalisation", la mise au pas, sinon l'écrasement de tout mouvement ouvrier indépendant, de Solidarność ?**

— La force du mouvement clandestin est réelle. On l'a vu le 1er Mai à Wrocław où la manifestation fut un grand succès pour Solidarność. Ses militants ont réussi à mobiliser massivement pour infiltrer le cortège officiel, à quatre endroits différents. Au moment où les tronçons Solidarność de la manifestation ont déployé leurs banderoles, les "zomos" (police anti-émeute) ont chargé brutalement. Mais ils ont chargé tout le monde, cortège officiel compris ! Et les invités du régime — dont un général soviétique — se sont retrouvés pleurant sous les gaz lacrymogènes !

Autre manifestation de cette force du mouvement : sa presse clandestine. Dans la région de Basse-Silésie, où j'étais, chaque grande entreprise publie, de manière épisodique, un bulletin consacré essentiellement aux questions internes à l'entreprise. Il y a en plus un bulletin clandestin "officiel" du syndicat, paraissant sur deux pages chaque semaine, qui s'intitule *Au jour le jour*. Il tire à 15 000 exemplaires, que l'on se passe de main à main. Les étudiants ont deux bulletins, un peu plus volumineux, de 4 à 10 pages, publiés mensuellement à 1 500 exemplaires. Il faudrait aussi mentionner les cours de formation, les bibliothèques clandestines, les pièces de théâtre clandestines, etc.

De plus, on nous a confirmé partout que le nombre de ceux qui continuaient à verser des cotisations à l'organisation clandestine était très élevé : environ 80 o/o des inscrits avant le coup d'Etat. Et cela malgré la situation matérielle difficile du peuple polonais.

*** Ici en Europe occidentale, on connaît les aspects les plus spectaculaires de l'affrontement entre Solidarność et le régime de Jaruzelski. Mais comment cela se**

passe-t-il quotidiennement ?

— Le champ de bataille est partout; il n'y a pas de ligne d'affrontement précise, plutôt une multitude de tranchées. L'affrontement se fait sur toutes les questions, partout Solidarność essaie de contrer le régime, de le faire reculer.

Par exemple, le comité départemental (voïvodie) de Basse-Silésie avait décidé d'accorder une subvention globale pour payer des vacances aux enfants des travailleurs membres des nouveaux syndicats. Inutile de dire que les candidats n'étaient pas nombreux... Solidarność décide alors d'inscrire en masse les enfants de ses propres membres. Et comme le pouvoir avait déjà versé la subvention, il n'a pas pu la retirer. C'est donc en fait Solidarność qui a géré l'affaire et envoyé les enfants de ses propres membres en vacances, grâce aux fonds gouvernementaux ! Des affaires comme celles-ci renforcent bien sûr le crédit de Solidarność.

Comme aussi l'action des "Comités d'aide sociale", chargés de secourir ceux qui sont, par exemple, frappés d'amendes pour avoir participé à une manifestation interdite. En Pologne, les amendes sont non seulement salées, de 6 000 à 25 000 zlotys, elles doivent aussi être payées dans les 24 heures, sans quoi c'est la prison, à raison d'un jour pour 150 zlotys d'amende.

Ces comités sont pris en charge par l'Eglise, mais regroupent en fait de nombreux militants actifs de Solidarność, leur servent de lieu de rencontre et mènent une bataille incessante pour payer les amendes, subvenir aux besoins des familles de ceux qui ont été licenciés, pour les aider à trouver un nouvel emploi, pour la défense devant les tribunaux.

*** Dans quelle ambiance politique se déroule cette résistance ?**

— Dans le milieu universitaire où j'étais, j'ai pu constater un certain découragement. Les effets du coup d'Etat, les difficultés matérielles font que ce découragement prend une forme "attentiste". Les gens sont moins actifs, discutent beaucoup moins politiquement; cela ne veut pas dire qu'ils sont résignés. C'est des gens qui avant le coup d'Etat étaient actifs et qui aujourd'hui le sont encore poten-

tiellement.

Il existe aussi un manque de perspectives politiques. Tous veulent en finir avec ce régime, mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Il y a un accord général sur la perspective de la grève générale, à moyen terme, d'ici deux ou trois ans. Mais sur les moyens de préparer cette grève : rôle des manifestations de rue, des grèves dans les entreprises, rôle des nouveaux syndicats, type de revendications, genre de travail à faire dans l'armée, nécessité des gardes ouvrières, il y a pas mal de désorientation. Je le répète, il s'agit de discussions que j'ai eues avec des militants universitaires, de la base. La situation est peut-être différente dans les entreprises et dans les structures clandestines du syndicat.

*** A ton avis, quelle est l'origine de cette absence d'orientation politique précise ?**

— Deux facteurs doivent jouer : d'une part la clandestinité, qui limite beaucoup la circulation des informations, qui empêche toute vision d'ensemble : bien que venant de Suisse, nous étions mieux informés des débats qui traversaient Solidarność que nos interlocuteurs. D'autre part le poids de trente ans de stalinisme, qui ont discrédité passablement toute idée de discussion et d'organisation politiques centralisées. D'où les structures extrêmement lâches de Solidarność, qui dans la clandestinité font que les militants de base ont très peu de liens entre eux et avec la direction clandestine.

Cette situation donne une grande importance à la direction clandestine, à sa capacité de fournir un programme stratégique précis, donnant des points de repère clairs, compréhensibles aux masses, susceptibles de les mobiliser.

C'est dire aussi le rôle fondamental de la solidarité, y compris pour permettre la circulation des informations, des débats politiques. Tout magnétophone, enregistreur à cassettes, etc., que nous parvenons à faire parvenir à Solidarność contribue directement à renforcer sa cohésion, ses capacités politiques. Pour les militants de Solidarność aussi elle a une grande importance, politiquement et psychologiquement. Tout démontre qu'il faut la poursuivre et la renforcer.